



FONDS DE REVENU SUPREMEX
NOTICE ANNUELLE

Le 22 mars 2010

TABLE DES MATIÈRES

NOTES EXPLICATIVES	1
ÉNONCÉS PROSPECTIFS	1
DÉFINITION DU BAIIA ET DE L'ENCAISSE DISTRIBUABLE	1
STRUCTURE ORGANISATIONNELLE	2
Dénomination sociale, adresse et constitution.....	2
Relations intersociétés.....	3
ÉVOLUTION GÉNÉRALE DES ACTIVITÉS	3
Généralités.....	3
Histoire de la Société.....	3
ÉVÉNEMENTS RÉCENTS.....	4
ACTIVITÉS DE SUPREMEX.....	4
Survol	4
Survol de l'industrie	5
Stratégie commerciale	5
Gamme de produits et services.....	6
Canaux de distribution.....	8
Clients	8
Matières premières et fournisseurs.....	9
Activités et installations	9
Investissements en capital, réparations et entretien	10
Caractère saisonnier	11
Employés.....	11
Concurrence	11
Réglementation environnementale	12
DESCRIPTION DU FONDS	13
Droits des porteurs de parts	23
DESCRIPTION DE SUPREMEX.....	25
Capital-actions de Supremex.....	25
Politique de distribution	25
Billets émis par Supremex.....	25
DISTRIBUTIONS	26
LES FIDUCIAIRES, LES ADMINISTRATEURS ET LA DIRECTION	27
Les fiduciaires, les administrateurs et la direction.....	27
GOUVERNANCE DU FONDS.....	30
Comité de la rémunération, de gouvernance et des candidatures	30
Renseignements sur le comité de vérification	30
Charte du comité de vérification	31
Composition du comité de vérification	31
Formation et expérience pertinentes des membres du comité de vérification	31
Honoraires de vérification.....	31
INTERDICTION D'OPÉRATIONS, FAILLITES, AMENDES OU SANCTIONS	32
MARCHÉ POUR LES TITRES.....	33
COURS ET VOLUME.....	34
AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES	34
TITRES ENTIÈRES.....	34
CONFLITS D'INTÉRÊTS	35
FACTEURS DE RISQUE	35
CONTRATS IMPORTANTS.....	40
EXPERTS INTÉRESSÉS.....	40
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	40
GLOSSAIRE	41
ANNEXE A.....	A-1

NOTES EXPLICATIVES

Sauf indication contraire, l'information présentée dans la présente notice annuelle est donnée en date du 31 décembre 2009.

Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne s'y oppose, par « Supremex », on entend Fonds de revenu Supremex (le « Fonds »), Supremex Inc. (« Supremex ») et Buffalo Enveloppe Inc. ainsi que leurs filiales respectives et les autres entités qu'ils contrôlent. Dans la présente notice annuelle, par « direction », on entend les hauts dirigeants de Supremex. Toute déclaration dans la présente notice annuelle par des membres de la direction ou pour leur compte est faite en leur qualité de dirigeant de Supremex et non en leur qualité personnelle.

Pour obtenir une explication des expressions et des termes importants ainsi que de certains termes définis, se reporter au glossaire présenté à la fin de la présente notice annuelle. Sauf indication contraire, les dollars indiqués sont des dollars canadiens. Le symbole « \$ » désigne des dollars canadiens et le symbole « \$ US » désigne des dollars américains.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

La présente notice annuelle contient des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables, notamment des énoncés concernant les prévisions du BAIIA, le rendement futur de Supremex et des énoncés semblables sur les résultats, les circonstances, le rendement ou les attentes futurs prévus. Un énoncé est prospectif lorsqu'il repose sur les connaissances et attentes actuelles de Supremex pour présenter une prévision quant à l'avenir. Les énoncés prospectifs peuvent contenir des expressions comme prévoir, présumer, croire, devoir, viser, avoir l'intention de, pouvoir, entendre et chercher à, éventuellement employées au futur ou au conditionnel. Ces énoncés sont fondés sur les hypothèses, attentes et estimations actuelles de la direction à propos de la croissance, des résultats d'exploitation, du rendement, des perspectives et occasions futures de l'entreprise, de la conjoncture économique canadienne et de la capacité de l'entreprise d'attirer et de conserver des clients. L'information prospective est fondée sur les estimations, les attentes et les hypothèses actuelles de la direction ainsi que sur l'information disponible de Supremex à la date de la présente notice.

Les énoncés prospectifs sont assujettis à certains risques et incertitudes et ne devraient pas être lus comme étant des garanties de résultats ou de rendements futurs, et les résultats réels pourraient différer de manière importante des conclusions, prévisions ou projections dans ces énoncés prospectifs. Ces risques, incertitudes et autres facteurs comprennent les suivants : les cycles économiques, les fonds disponibles, le déclin de la consommation d'enveloppes, l'augmentation de la concurrence, la fluctuation des taux de change, l'augmentation du coût des matières premières, les risques de crédit liés aux créances clients, l'augmentation du financement des régimes de retraite, les lacunes des services postaux, la fluctuation des taux d'intérêt et le risque potentiel de litige. Les hypothèses, attentes, estimations, risques et incertitudes sont abordés tout au long de la présente notice annuelle, notamment, à la rubrique « Facteurs de risque ». Par conséquent, nous ne pouvons garantir que les énoncés prospectifs se concrétiseront. Les lecteurs ne devraient pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs. Supremex n'a pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser ces énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

DÉFINITION DU BAIIA ET DE L'ENCAISSE DISTRIBUABLE

Le « BAIIA » désigne le bénéfice avant frais de financement nets, impôts sur les bénéfices, amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels, rémunération différée, dépréciation de l'écart d'acquisition et perte à la cession d'immobilisations corporelles.

La direction estime que l'encaisse distribuable est une mesure de rendement de l'exploitation généralement utilisée par les fonds de revenu canadiens comme indicateur de leur rendement financier. L'encaisse distribuable est définie comme les flux de trésorerie d'exploitation rajustés pour tenir compte de la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement, de la variation des obligations au titre des avantages complémentaires de retraite, de la variation des actifs au titre des prestations de retraite constituées et des investissements en capital de maintien. L'encaisse distribuable est importante, car elle donne aux investisseurs une indication de l'encaisse disponible à des fins de distribution aux porteurs de parts. Compte tenu que le Fonds distribue une partie de son encaisse dans le cours normal de ses affaires et que le BAIIA est une mesure utilisée par de nombreux investisseurs afin de comparer des émetteurs pour leur capacité à générer des flux de trésorerie d'exploitation, la direction estime qu'en plus du bénéfice net, le BAIIA est une mesure additionnelle utile à partir de laquelle des rajustements peuvent être faits pour déterminer l'encaisse distribuable.

Le BAIIA et l'encaisse distribuable ne constituent pas des mesures de rendement reconnues selon les PCGR et n'ont pas une signification normalisée prescrite par les PCGR. Par conséquent, le BAIIA et l'encaisse distribuable peuvent ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Les investisseurs sont avisés que le BAIIA et l'encaisse distribuable ne doivent pas être considérés comme des mesures de remplacement des bénéfices nets établis selon les PCGR comme indicateurs du rendement du Fonds ou des flux de trésorerie d'exploitation, d'investissement et de financement comme mesures de la liquidité et des flux de trésorerie.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

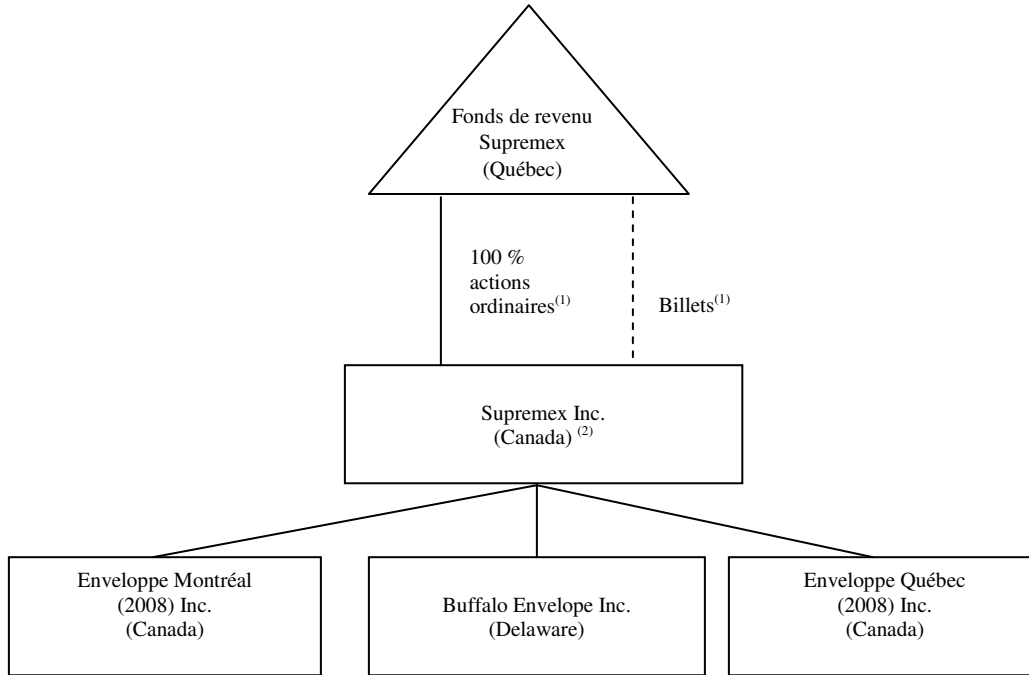
Dénomination sociale, adresse et constitution

Le Fonds est une fiducie sans personnalité morale à capital variable établie sous le régime des lois du Québec par une déclaration de fiducie du Fonds en date du 10 février 2006, dans sa version modifiée et mise à jour en date du 31 mars 2006 (la « déclaration de fiducie du Fonds »). Le Fonds a été établi en vue d'acquérir et de détenir les actions ordinaires de Supremex (les « actions ») et un montant en capital de billets (les « billets »).

Le siège social et principal établissement de Supremex est situé au 7213, rue Cordner, LaSalle (Québec) Canada, H8N 2J7.

Relations intersociétés

Le tableau suivant illustre, de façon simplifiée, la structure du Fonds (y compris le territoire de constitution des diverses entités).



(1) Le Fonds a la propriété de la totalité des actions et de la totalité des billets.

(2) Supremex Inc. détient toutes les actions d'Enveloppe Montréal (2008) Inc., Buffalo Enveloppe Inc. et Enveloppe Québec (2008) Inc.

ÉVOLUTION GÉNÉRALE DES ACTIVITÉS

Généralités

Le Fonds a employé le produit net tiré de son premier appel public à l'épargne conclu le 31 mars 2006 pour faire l'acquisition des actions ordinaires de Supremex et du montant en capital des billets.

Histoire de la Société

Enveloppe Suprême Inc., l'entreprise qui allait devenir Supremex, a été fondée en 1977 par quatre dirigeants de l'industrie de l'enveloppe.

En 1990, Schrodgers Canadian Buy-out Fund and Company, Limited, un fonds de placement, acquiert 78 % du capital-actions de Supremex et le groupe de direction conserve le reste. En 1991, Supremex a acquis d'Abitibi-Price Inc. les éléments d'actif d'Enveloppe Innova, ce qui en a fait le plus gros fabricant d'enveloppes au Canada. Supremex a été vendue en 1995 par Schrodgers Canadian Buy-out Fund and Company, Limited et le groupe de direction à Cenveo (qui s'appelait « Mail-Well Holdings Inc. » à l'époque)

Depuis 1995, Supremex s'est développée d'une manière très dynamique en procédant à plusieurs acquisitions stratégiques. C'est ainsi qu'elle a acquis en 1996 les éléments d'actif de PNG Products Inc., de PAC National Group et de PNG Enveloppe Internationale Inc., qui, au moment de l'acquisition, était le seul autre fabricant et distributeur d'enveloppes d'envergure nationale au Canada. En 1998, Supremex a acquis les éléments d'actif de la division des enveloppes de l'entreprise québécoise Dominion BlueLine Inc. En 2000, elle a acquis l'entreprise ontarienne CML Industries Ltd., qui englobait Regional Envelope Products Inc., Transit Envelope Inc. (Montréal), Precision Fine Papers Inc. et la division des produits de papeterie spécialisés de CML. En 2001, Supremex a commencé à gérer les activités consommateurs « Depew » de Cenveo à Buffalo, New York. Precision Fine Papers Inc., fabricant de papier en feuilles et transformateur de papier, a été revendue en septembre 2005.

En novembre 2005, Cenveo a annoncé publiquement qu'elle envisageait vendre sa filiale canadienne afin de décharger son bilan et de replacer ses fonds propres. Cette annonce s'est traduite par le premier appel public à l'épargne en mars 2006 suivi en mars 2007 par la vente par Cenveo de sa participation retenue indirecte résiduelle dans Supremex.

Le 9 août 2007 et le 16 septembre 2008, le Fonds a fait l'acquisition de la plupart des actifs de NPG Envelope (« NPG ») et d'Enveloppe Montréal (« Montréal ») respectivement.

ÉVÉNEMENTS RÉCENTS

Le 18 janvier 2010, le Fonds a annoncé son intention de réduire la distribution mensuelle de 0,05 \$ la part à 0,01 \$ la part à compter de janvier 2010. Le Fonds a aussi annoncé son intention de se convertir en société par actions à la fin de 2010.

ACTIVITÉS DE SUPREMEX

Survol

Supremex est le plus grand fabricant et distributeur au Canada d'une vaste gamme d'enveloppes génériques et personnalisées et de produits connexes. C'est le seul fabricant d'enveloppes national du Canada comptant 10 installations de fabrication dans sept provinces. Cette présence nationale lui permet de fabriquer des produits en réponse aux exigences de grands clients nationaux, comme d'importantes sociétés canadiennes, des revendeurs nationaux et des organismes publics, de même que des marchands de papier et des fournisseurs de processus et de solutions. Durant l'exercice 2009, Supremex a généré des produits d'exploitation d'environ 166 millions de dollars correspondant à un volume de plus de 5,8 milliards d'enveloppes.

La direction croit que Supremex occupe la plus large part du marché canadien de la fabrication d'enveloppes d'après les produits d'exploitation de l'exercice 2009. Supremex doit cette part de marché dominante à sa capacité de faire concurrence aux autres entreprises de son secteur tant à l'échelle locale que nationale partout au Canada.

Supremex a établi des relations solides avec une clientèle fidèle et diversifiée au Canada et dans certaines régions des États-Unis.

Au 31 décembre 2009, Supremex employait environ 650 personnes et exploitait 12 installations stratégiquement réparties dans toutes les régions du Canada et une installation aux États-Unis. La présence locale de Supremex partout au Canada lui permet d'être toujours à proximité de ses clients, tant au Canada que dans certaines parties du nord des États-Unis.

Durant l'exercice 2009, environ 82 % des produits d'exploitation de Supremex ont été générés dans les régions du Centre et de l'Est.

Survol de l'industrie

Survol

L'industrie nord-américaine de la fabrication d'enveloppes est un secteur établi et l'on estime qu'il génère des ventes annuelles d'environ 3,4 milliards de dollars américains, correspondant à un volume approximatif de 185 milliards d'unités, selon la Envelope Manufacturers Association (la «EMA»). La direction estime que l'industrie canadienne de la fabrication d'enveloppes a généré des ventes d'environ 275 millions de dollars en 2009 sur un volume approximatif de 10 milliards d'unités. Le secteur canadien de la fabrication d'enveloppes est relativement concentré, cinq des plus importants fabricants représentant environ 80 % des ventes nationales. Supremex détient environ 60 % du marché, selon les estimations de la direction.

La majorité des enveloppes fabriquées au Canada servent à des envois postaux et le reste est utilisé à d'autres fins, par exemple pour les guichets automatiques, les services de messagerie, la paye et les produits photo.

Le volume de courrier commercial est attribuable aux entreprises et organismes qui adressent des envois aux consommateurs, principalement sous forme de factures et relevés, comme des établissements financiers, des sociétés de télécommunications et des entités gouvernementales. Le volume de courrier commercial suit la croissance globale de l'économie, de la population et du nombre de ménages.

Des tendances telles que le regroupement des factures (plusieurs services sur une seule facture) et la croissance de la transmission et du paiement des factures par voie électronique (Internet) sont généralement considérées comme des facteurs ayant une incidence négative sur le volume du courrier commercial et sur des articles connexes tels que les enveloppes.

Les volumes de publipostages sont liés aux activités de publipostage des entreprises de marketing direct, de vente au détail par catalogue, de commercialisation de publications, de cartes de crédit et autres qui font de la publicité de type «entreprise à client». Le marché du publipostage est tributaire des dépenses publicitaires et suit depuis toujours l'activité économique. L'important ralentissement économique des derniers 24 mois, combiné à la crise du marché du crédit, ont réduit significativement le volume de publipostage au cours de cette période.

Toutefois, au fur et à mesure que le nombre de modes publicitaires et de canaux médiatiques s'accroît grâce à des technologies telles qu'Internet et la vidéo-sur-demande, les publicitaires ont de plus en plus de difficulté à rejoindre les groupes de consommateurs ciblés. Par conséquent, les publipostages sont encore considérés par les annonceurs comme un outil efficace et sont encore largement utilisés pour cibler des groupes de consommateurs précis.

Stratégie commerciale

Supremex a l'intention de miser sur ses compétences de base afin de maintenir sa position dominante sur le marché canadien de l'enveloppe, d'accroître sa rentabilité et de renforcer sa position sur le marché de l'enveloppe dans certaines parties du nord des États-Unis. Les stratégies utilisées par Supremex pour atteindre ces objectifs sont décrites ci-après.

Continuer à rechercher l'excellence et l'efficacité opérationnelles

Supremex cherche continuellement à accroître sa rentabilité en augmentant ses efficiences opérationnelles, en réduisant ses frais d'exploitation et en suivant un programme d'investissement de capitaux discipliné. Elle a l'intention de continuer à évaluer ses pratiques d'exploitation régulièrement afin de maximiser la productivité et la rentabilité. Elle a également réussi à mettre en application des initiatives très variées visant à réduire les coûts et à améliorer la productivité. Supremex a l'intention de continuer à réviser ses pratiques d'exploitation régulièrement afin de maximiser sa productivité et sa rentabilité et de maintenir son fonctionnement économique.

Se concentrer sur des produits et services de haute qualité

Les clients du secteur des publipostages sont de plus en plus à l'affût de solutions novatrices devant accroître les taux de réponse et réduire les délais d'exécution. Ils recherchent entre autres des éléments de graphisme riches en couleurs et des caractéristiques interactives qui auront un impact positif sur leurs taux de réponse. Supremex a l'intention de continuer à se concentrer sur la vente de produits plus complexes et moins banals faisant appel à son savoir-faire et à ses capacités uniques afin d'accroître sa rentabilité.

Outre la production d'enveloppes pour le courrier commercial, Supremex entend continuer à fournir des services à valeur ajoutée, comme des services pré-presses, de graphisme et de distribution. Ses installations d'entreposage lui permettent d'offrir à ses clients l'occasion de réduire leur stockage et entreposage d'enveloppes tout en permettant à Supremex d'optimiser l'efficacité de sa production.

Lancer des produits et services complémentaires à valeur ajoutée

Supremex entend continuer à miser sur les compétences de ses employés, sur tout l'éventail de ses capacités de fabrication et sur ses liens étroits avec sa clientèle pour mettre au point et commercialiser de nouveaux produits et services à valeur ajoutée complémentaires, tels que des produits d'emballage et des étiquettes autoadhésives.

Occasions aux États-Unis

La production de Supremex vendue aux États-Unis s'élevait à environ 600 millions d'unités en 2009. Supremex a décidé de suivre une politique de vente dans certains marchés américains. Elle s'est positionnée, auprès de ses clients américains directs et indirects, en tant que fabricant d'enveloppes de haute qualité, prévisible et fiable. Supremex dessert le marché des États-Unis principalement à partir de ses installations de Toronto et de Montréal et concentre ses efforts aux États-Unis sur des produits à valeur ajoutée commandés ponctuellement. Les petites et moyennes commandes (1 à 10 millions d'unités) réalisées à l'aide du procédé de pliage avec presse à bobine et les commandes de plus de 2 millions d'unités selon le procédé de fabrication traditionnel ont connu le plus de succès. La grande souplesse dont bénéficie Supremex dans l'ordonnancement de la production est un avantage concurrentiel clé qui joue un grand rôle dans sa capacité à servir le marché américain d'une manière efficace. Toutefois, considérant la force du dollar canadien, les coûts de transport et la surcapacité de l'industrie américaine de l'enveloppe, il devient de plus en plus difficile de produire au Canada et d'exporter aux États-Unis d'une façon rentable.

Procéder à des acquisitions stratégiques de manière sélective

Selon les conditions du marché et sous réserve de l'obtention des approbations réglementaires nécessaires, Supremex a l'intention de continuer à faire des acquisitions stratégiques de manière sélective dans l'industrie de la fabrication d'enveloppes au Canada dans certaines parties des États-Unis afin d'accroître sa gamme de produits et services et de tirer parti de ses points forts sur certains marchés. Depuis 1990, Supremex a fait huit acquisitions et a vu ses produits d'exploitation passer de 32 millions de dollars pour l'exercice 1990 à environ 166 millions de dollars pour l'exercice 2009. L'entreprise a démontré sa capacité à acquérir des fabricants d'enveloppes et à intégrer et rationaliser les activités des sociétés ainsi acquises pour augmenter sa rentabilité.

Gamme de produits et services

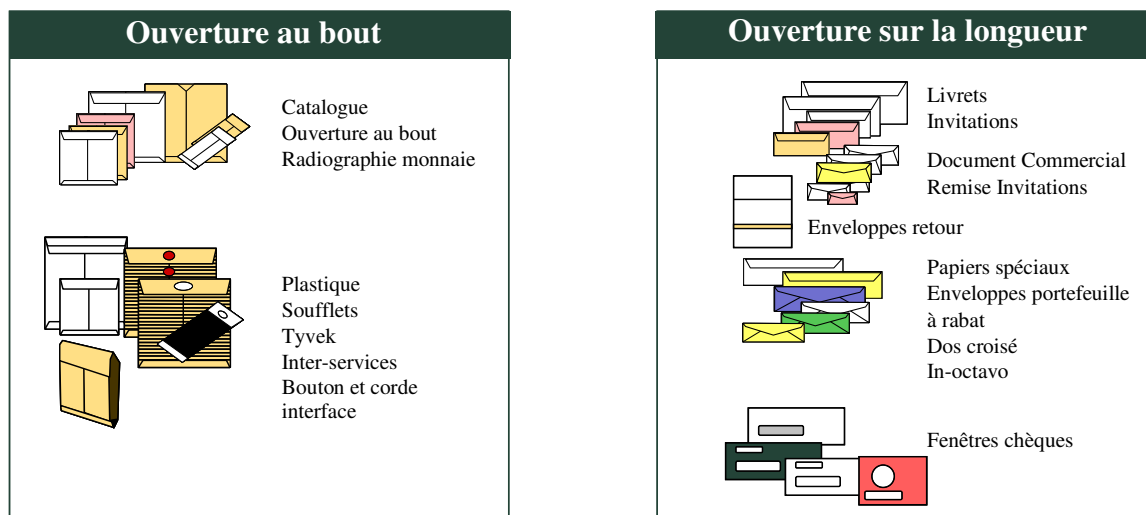
Supremex fabrique un large éventail d'enveloppes de divers styles, formes et couleurs, ce qui lui permet d'offrir à ses clients une grande souplesse d'utilisation et de nombreuses possibilités de personnalisation. Ces produits se répartissent en trois grandes catégories : les enveloppes génériques, les enveloppes personnalisées et les produits connexes.

Dans le cadre de la gamme d'enveloppes qu'elle propose, Supremex offre à ses clients des services de graphisme, d'entreposage et de distribution en rapport avec ses produits. Les services de graphisme vont de la conception et création de base jusqu'à l'approbation finale des épreuves d'enveloppes par le client. Les clients qui souhaitent minimiser leurs coûts d'achat d'enveloppes tout en s'assurant de la disponibilité des fournitures et d'une livraison en temps opportun peuvent en outre faire entreposer et distribuer les produits commandés.

Enveloppes génériques

Supremex offre la plus vaste gamme d'enveloppes au Canada. Les enveloppes génériques sont employées par les clients à diverses fins.

Elles sont offertes en diverses couleurs et qualités de papier et vont de la petite enveloppe pour carte de souhaits ou pour pièces de monnaie aux pochettes géantes. Les tableaux suivants présentent des exemples de types d'enveloppes génériques.



Les enveloppes génériques sont principalement vendues par l'entremise de marchands de papier fin, d'imprimeurs d'enveloppes indépendants et de papetiers détaillants et commerciaux. La direction a établi qu'il était plus rentable pour Supremex de vendre des enveloppes génériques par l'entremise de ces canaux de distribution plutôt que de les vendre elle-même aux utilisateurs finals.

Enveloppes personnalisées

Les enveloppes personnalisées sont fabriquées selon les spécifications du client, ce qui peut nécessiter la collecte de plus d'une centaine d'éléments d'information. On peut par exemple personnaliser la taille, la couleur, l'impression et la qualité du papier de même que la fenêtre. La direction est d'avis que les enveloppes personnalisées représentent la majeure partie des enveloppes consommées sur le marché canadien. Les clients s'approvisionnent en enveloppes personnalisées de plusieurs manières : certains utilisateurs en achètent directement pour leur propre usage ou encore des fournisseurs de solutions en achètent pour le compte d'utilisateurs finals de grande envergure. Supremex est très bien parvenue à s'adapter à ces différents modes d'approvisionnement.

On classe les enveloppes personnalisées par type d'usage, selon qu'elles sont utilisées pour le courrier ou non. Parmi les enveloppes non destinées au courrier fabriquées par Supremex, citons les enveloppes de guichets automatiques, les enveloppes de messagerie, les enveloppes de paye et les enveloppes de produits photo.



Produits connexes

En plus des enveloppes génériques et personnalisées, Supremex offre des produits connexes tels que des enveloppes pour radiographies, des chemises pour dossier médical, des chemises de classement, des sacs en polyéthylène à l'usage des messageries et des enveloppes à bulles d'air.

Canaux de distribution

Supremex distribue habituellement ses produits dans un rayon d'environ 800 kilomètres de ses installations de fabrication, dans tous les principaux marchés géographiques du Canada et dans certaines parties du nord des États-Unis, par l'intermédiaire de deux canaux de distribution distincts :

Revendeurs d'enveloppes génériques

Les revendeurs d'enveloppes génériques sont des distributeurs qui revendent les enveloppes de Supremex à des imprimeurs et à des petites et grandes entreprises (marchands de papier fin, imprimeurs d'enveloppes indépendants, papetiers, etc.). La direction de Supremex estime que l'importance de sa gamme d'enveloppes génériques, son service de livraison le lendemain et l'envergure nationale de son réseau de distribution sont des facteurs de vente clés très attrayants pour les revendeurs.

Revendeurs et utilisateurs finals d'enveloppes personnalisées

Les revendeurs d'enveloppes personnalisées sont des intermédiaires qui revendent les enveloppes de Supremex aux utilisateurs finals. Parmi ces intermédiaires, on trouve des fournisseurs de solutions (fabricants de formulaires, grandes imprimeries, fournisseurs de fournitures commerciales et de bureau, etc.) et des prestataires de services (préparateurs de relevés, etc.).

Supremex est d'avis que sa vaste gamme d'enveloppes personnalisées, ses capacités de fabrication souples et sur mesure de même que son réseau de distribution national constituent des atouts extrêmement intéressants pour les revendeurs d'enveloppes personnalisées.

Supremex mise aussi sur son équipe de vente pour commercialiser les enveloppes personnalisées directement auprès des entreprises.

Clients

Supremex vend ses produits à de petits et gros clients de diverses industries. Elle entretient des rapports de longue date avec plusieurs utilisateurs finals, comme des institutions financières, des sociétés de télécommunication et des services d'utilité publique réputés, ainsi que des entités gouvernementales fédérales, provinciales et municipales. Elle a aussi tissé des liens solides avec des clients du secteur de la distribution et de la revente.

La fabrication d'enveloppes se caractérise par des commandes individuelles de travaux ponctuels et il est rare que Supremex passe des contrats de longue durée avec des clients. Même si Supremex conclut à l'occasion des contrats à court terme avec certains de ses clients, ces contrats peuvent habituellement être résiliés par anticipation et sans pénalité, sur simple préavis du client.

Matières premières et fournisseurs

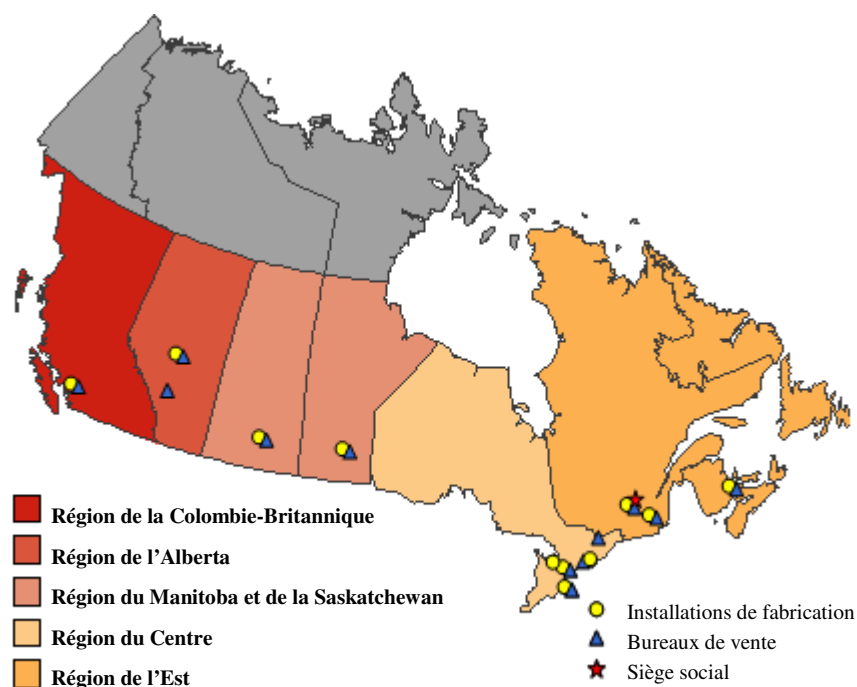
Les principales matières premières utilisées par Supremex sont le papier, la pellicule de fenêtre, les boîtes, les adhésifs et l'encre.

Pour l'exercice 2009, le papier, moins les revenus tirés des déchets de papier, a représenté environ 75 % des coûts des matières premières achetées par Supremex. Ce papier a été acheté de divers fournisseurs. Le prix d'achat du papier varie selon la qualité et le fournisseur et il est établi à la suite de négociations avec chaque fournisseur. Le prix net varie assez peu d'un fournisseur à l'autre; il est fixé en fonction du prix courant du marché. En raison de la variabilité du prix des matières premières, les coûts de fabrication d'enveloppes sont sujets à des fluctuations qui sont généralement transmises au client.

Habituellement, Supremex achète son papier et la pellicule de fenêtre régulièrement. Elle n'a jamais connu d'arrêt de travail imputable à une pénurie de matières premières.

Activités et installations

Supremex est présente dans trois régions du Canada : région de l'Ouest (Colombie-Britannique, Alberta et Manitoba/Saskatchewan), région du Centre (Ontario) et région de l'Est (Québec et provinces de l'Atlantique). Chaque région est gérée de façon indépendante, en fonction des caractéristiques propres aux marchés locaux et aux clients. Les équipes de gestion locales disposent d'une grande autonomie pour décider du mode de fonctionnement de leur région respective. Le siège social de Supremex détermine quant à lui divers objectifs financiers et priorités stratégiques pour les régions et les fait profiter de son pouvoir d'achat national et d'autres services de soutien. Le tableau qui suit présente les régions administratives de Supremex ainsi que l'emplacement de ses installations.



Installations de Supremex

Supremex fabrique actuellement ses produits dans 11 établissements, dont trois lui appartiennent et huit sont loués. Le tableau qui suit présente certains renseignements concernant les établissements de fabrication.

<u>Emplacement</u>	<u>Type</u>	<u>Superficie approximative (pi²)</u>	<u>Propriétaire/ Locataire</u>	<u>Date d'expiration du bail</u>
Région de l'Ouest				
Delta (C.-B.).....	Fabric./Vente	42 000	Locataire	31 août 2010
Edmonton (Alb.).....	Fabric./Vente	42 000	Locataire	30 nov. 2012
Winnipeg (Man.)	Fabric./Vente	38 000	Locataire	31 oct. 2017
Regina (Sask.)	Fabric./Vente	14 500	Locataire	31 oct. 2013
Région du Centre				
Etobicoke (Ont.).....	Fabric./Vente	98 000	Propriétaire	s.o.
Mississauga (Ont.).....	Fabrication	85 500	Locataire	30 sept. 2019
Markham (Ont.).....	Fabric./Vente	100 000	Propriétaire	s.o.
Région de l'Est				
LaSalle (Qc)	Fabric./Vente	126 000	Propriétaire	s.o.
Montréal (Qc).....	Fabric./Vente	78 000	Locataire	31 oct. 2011
Moncton (N.-B.).....	Fabric./Vente	18 500	Locataire	31 mai 2011
Région de Buffalo				
Buffalo (New York)	Fabric./Vente	11 600	Locataire	31 mars 2011

En plus des installations ci-dessus, Supremex loue deux bureaux de vente.

Investissements en capital, réparations et entretien

Le tableau qui suit indique en détail les investissements en capital de maintien et de croissance au cours des périodes indiquées.

	<u>Exercices terminés le 31 décembre</u>		
	<u>2009</u>	<u>2008</u>	<u>2007</u>
	(en milliers de dollars)		
Machinerie et équipement	519	2 692	1 479
Immeubles et améliorations	102	916	743
Mobilier et agencements	44	48	43
Équipement informatique	150	61	26
Améliorations locatives.....	—	221	88
Total des investissements en capital de maintien	815	3 938	2 379
Total des investissements en capital de croissance	—	—	(125)

Les investissements en capital ci-dessus ne prennent pas en compte la machinerie et l'équipement acquis lors de l'acquisition de Montréal en septembre 2008 pour un montant de 1,9 million de dollars et un montant de 7 millions de dollars en immobilisations corporelles acquises lors de la transaction de NPG en août 2007.

La direction estime que les investissements en capital de maintien annuel moyen s'élèveront dans l'avenir prévisible à environ 2 millions de dollars par année. Ce montant servira principalement à la remise à neuf et au remplacement continu de la machinerie et de l'équipement de fabrication, aux améliorations locatives ainsi qu'à l'amélioration et au remplacement de l'équipement informatique, lequel pourrait fluctuer selon l'équipement remplacé dans une année donnée. Ce niveau d'investissement en capital pourrait être plus bas en 2009 et 2010 compte tenu des conditions économiques et de la surcapacité actuelle. Les investissements en capital de croissance devraient être plutôt faibles au cours des prochaines années, compte tenu de l'état du marché de l'enveloppe, malgré le fait que des investissements en capital sont envisagés pour les produits connexes.

En sus des investissements en capital de maintien, Supremex engage des frais de réparation et de maintien courants non comptabilisés dans les investissements en capital. Ces frais se sont établis à 3,5 millions de dollars en moyenne par exercice durant les trois derniers exercices financiers.

Caractère saisonnier

Les produits d'exploitation de Supremex sont soumis aux variations saisonnières modérées de ses clients en matière de publicité et d'envoi de courrier. Le nombre d'unités vendues par Supremex est généralement plus élevé d'août à février en raison, principalement, du nombre plus élevé d'envois postaux liés à des événements tels que la rentrée scolaire, les collectes de fonds, la période des Fêtes et celle des déclarations d'impôt. Le nombre d'unités vendues est en revanche généralement plus faible de mars à juillet en prévision d'un ralentissement des envois de courrier des entreprises durant l'été. Par conséquent, le rendement financier de Supremex pour un trimestre donné n'est pas nécessairement représentatif du rendement financier de l'entreprise durant toute l'année. Pour que la production demeure efficace, Supremex utilise toutefois la superficie d'entreposage de manière à garder un stock permettant de répondre aux variations saisonnières prévisibles des volumes de vente.

Employés

Au 31 décembre 2009, Supremex et ses filiales comptaient au total environ 650 employés à temps plein ou partiel, dont environ 77 % étaient affectés aux activités de production, les autres étant affectés aux activités de vente et d'administration.

La majeure partie de l'effectif de Supremex n'est pas syndiquée. 83 employés de production sont couverts par des conventions collectives. La convention collective en vigueur a) à Markham (Ontario) concerne 71 employés et elle expire le 31 décembre 2012; b) à Vancouver (Colombie-Britannique) vise 10 employés et elle expire le 31 août 2012 et c) à Regina (Saskatchewan) vise 2 employés, et elle expire le 5 mars 2011.

Les installations de LaSalle ne sont pas couvertes par une accréditation syndicale, mais comptent une association d'employés non reconnue qui a adopté un manuel à l'intention des employés. Le manuel des employés contient les politiques relatives à la production rémunérée à l'heure et aux employés de l'entrepôt. Il vise à informer les employés de leurs conditions de travail sensiblement de la même façon qu'une convention collective. Les droits, privilèges et avantages décrits dans le manuel des employés s'appliquent à tous les employés permanents de cet établissement. Le manuel actuel a été révisé en janvier 2006 et il expirera le 31 août 2010.

Concurrence

L'industrie canadienne de la fabrication d'enveloppes regroupe des fabricants tant nationaux qu'étrangers. La direction estime qu'outre Supremex on compte neuf fabricants d'enveloppes, tous exploités par leurs propriétaires et concentrant leurs efforts sur les marchés locaux du Canada. Ces fabricants nationaux font principalement affaire avec des utilisateurs finals, des entreprises de publipostage et des entités gouvernementales. Seulement un fabricant national exploite plus d'une installation au Canada. Les fabricants étrangers sont presque exclusivement établis aux États-Unis, ne comptent pas d'installations de fabrication au Canada et concentrent généralement leurs efforts au Canada sur un petit groupe d'acheteurs de forts volumes d'enveloppes.

Si l'on fait exception de clients nationaux peu nombreux, les fabricants canadiens d'enveloppes répondent à la demande des clients locaux. La fabrication est organisée à l'échelle locale en raison de la taille du Canada et des coûts de transport des enveloppes. Par conséquent, la plupart des enveloppes sont produites et consommées localement dans la mesure du possible afin d'optimiser le rapport coût-efficacité et les délais d'arrivée sur le marché et de permettre les approbations de presses, l'entreposage local et l'application de stratégies d'achat « juste-à-temps ».

Supremex juge que ses principaux concurrents dans l'industrie canadienne de l'enveloppe sont de gros fabricants américains (principalement National Envelope, Cenveo et Mead-Westvaco), auxquels s'ajoutent de nombreux concurrents canadiens et américains de moindre envergure. Les gros fabricants établis aux États-Unis accroîtront peut-être leur taux de pénétration ainsi que leur part du marché canadien de l'enveloppe dans le futur. Le niveau du dollar américain par rapport à la monnaie canadienne pourrait influencer cette situation et avoir un impact significatif sur la compétitivité des fabricants d'enveloppes américains.

Réglementation environnementale

Les activités et les biens immobiliers de Supremex sont réglementés par un ensemble de lois, de règlements, de principes de droit commun, de directives et de politiques ainsi que par des permis et d'autres approbations régissant des questions d'ordre environnemental, y compris en ce qui concerne l'utilisation, l'entreposage, le traitement, le transport et l'élimination de matières dangereuses, l'émission ou le rejet de ces matières dans l'environnement, la remise en état des sites contaminés et des questions de santé et de sécurité au travail (collectivement, les « lois environnementales »). Certaines de ces lois environnementales peuvent imposer une responsabilité solidaire aux locataires, propriétaires ou exploitants des installations concernées, pour ce qui est des frais d'enquête ou de décontamination, sans égard à l'identité du propriétaire actuel, à la responsabilité et la légalité éventuelle de la méthode d'élimination ou de rejet à l'époque.

La responsabilité environnementale est un risque associé aux activités de Supremex, principalement en ce qui concerne les activités passées et présentes faisant ou ayant fait intervenir l'utilisation, l'entreposage, la manipulation et les contrats pour le recyclage ou l'élimination de matières dangereuses ou non telles que des eaux de lavage, de l'encre, des produits à base d'alcool, du solvant à plaque photographique et du fixateur photographique. Supremex produit des matières dangereuses ainsi que des matières non dangereuses.

Les installations dont Supremex est propriétaire ou qu'elle exploite sont en activité depuis plusieurs années et, pendant ce temps, Supremex et les anciens propriétaires ou exploitants de ces biens peuvent avoir utilisé, produit ou rejeté des matières, dont certaines sont ou peuvent être considérées comme dangereuses. Certaines installations sont situées dans des secteurs industriels où la contamination est susceptible de provenir de sources adjacentes. Par conséquent, d'autres responsabilités environnementales pourraient être imputées à la société en raison de l'utilisation, de la production, du rejet ou de l'élimination de ces matières dangereuses ou non dangereuses.

Des enquêtes environnementales antérieures datant de 2000 ont permis de repérer certains cas de contamination du sol et de l'eau souterraine à l'une des installations appartenant à un prédécesseur de Supremex à Omeme, en Ontario. Supremex était propriétaire de cette installation avant la clôture du premier appel public à l'épargne et le vendeur et Cenveo ont garanti Supremex aux termes du contrat d'acquisition contre toute responsabilité environnementale découlant de cette installation, sous réserve des limites décrites dans le contrat d'acquisition en raison du fait que Supremex demeurera éventuellement responsable de cette installation après la clôture du premier appel public à l'épargne parce qu'elle en est l'ancien propriétaire et qu'elle l'a exploitée.

Des enquêtes environnementales limitées ont été menées en 2007 et 2006 dans certains établissements de Supremex.

En mars 2006, Supremex a mené des évaluations environnementales limitées supplémentaires aux installations de Mississauga et de LaSalle. Ces évaluations ont révélé la présence d'une certaine contamination de l'eau souterraine à l'installation de LaSalle. Il semble que cette contamination ne soit pas liée aux activités et aux opérations se déroulant actuellement sur le site; on croit plutôt qu'elle provient d'une source externe au site. Le vendeur et Cenveo ont fourni à Supremex une garantie aux termes du contrat d'acquisition contre les obligations qui pourraient découler de la contamination de l'eau souterraine à cette installation, sous réserve des restrictions prévues au contrat d'acquisition. Supremex ne peut garantir que toutes ses causes de responsabilité environnementale potentielles ont été déterminées ou entièrement évaluées pour toutes les installations ou que des utilisations, conditions ou exigences légales futures (y compris en raison d'actes ou omissions futurs ou de modifications apportées aux lois environnementales) ne la contraindront pas à se lancer dans d'importantes dépenses pour respecter la loi ou pour régler des poursuites possibles. Un resserrement de la réglementation, une application plus sévère de la loi de la part des agences de réglementation ou une interprétation plus stricte des lois et règlements existants pourraient obliger Supremex à dépenser beaucoup plus d'argent que prévu.

DESCRIPTION DU FONDS

Généralités

Le Fonds est une fiducie sans personnalité morale à capital variable établie sous le régime des lois du Québec aux termes de la déclaration de fiducie du Fonds.

Le Fonds est admissible à titre de fiducie de fonds commun de placement pour l'application de la LIR, même s'il n'est pas un organisme de placement collectif (ni un fonds commun de placement) au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables. Le texte qui suit résume les principaux attributs et caractéristiques des parts et certaines des dispositions de la déclaration de fiducie du Fonds. Au même titre que les autres résumés de cette déclaration de fiducie figurant ailleurs dans la présente notice annuelle, il est donné entièrement sous réserve du texte intégral de la déclaration de fiducie du Fonds.

Activités du Fonds

La déclaration de fiducie du Fonds prévoit que les activités du Fonds se limitent aux activités suivantes :

- a) acquérir, détenir, transférer, aliéner et négocier des titres de créance ou de participation de Supremex et d'autres sociétés par actions, fiducies ou personnes dont les activités consistent principalement à concevoir, fabriquer et commercialiser une large gamme d'enveloppes de formats courants et personnalisés et de produits connexes, faire des placements dans de tels titres et faire tout autre placement décidé par les fiduciaires;
- b) emprunter des fonds pour les fins qui précèdent;
- c) détenir provisoirement des placements à court terme et des fonds liquides pour les activités du Fonds, y compris pour régler les dépenses et les obligations du Fonds, les frais de rachat de parts, les distributions aux porteurs de parts et tenir un compte de réserve dont les fonds et les placements sont gérés par le Fonds;
- d) émettre des parts et d'autres titres du Fonds (y compris des titres convertibles en parts ou en d'autres titres du Fonds ou échangeables contre des parts ou d'autres titres du Fonds, ou des bons de souscription, des options ou d'autres droits permettant d'acquérir des parts ou d'autres titres du Fonds), aux fins suivantes :
 - (i) obtenir des fonds pour exercer les activités décrites au point a) ci-dessus, y compris réunir des fonds pour faire d'autres acquisitions ou investissements;
 - (ii) rembourser les dettes ou emprunts du Fonds;
 - (iii) mettre en œuvre les régimes de droits des porteurs de parts ou les régimes incitatifs ou autres régimes de rémunération, le cas échéant, établis par le Fonds;
 - (iv) verser des distributions autres qu'en espèces aux porteurs de parts comme le prévoit la déclaration de fiducie du Fonds, notamment dans le cadre de tout régime de réinvestissement des distributions, le cas échéant, établi par le Fonds;
- e) racheter ou rembourser des parts spéciales ou d'autres titres du Fonds, sous réserve de la déclaration de fiducie du Fonds et de la législation applicable;
- f) cautionner les obligations d'une entité détenue en propriété exclusive directe ou indirecte par le Fonds aux termes d'un emprunt de bonne foi de cette entité et mettre en gage des titres détenus par le Fonds ou par cette entité, selon le cas, à titre de sûreté dans le cadre de ce cautionnement, dans la mesure où la LIR le permet;

- g) mener des activités accessoires ou connexes et prendre toutes les mesures nécessaires, utiles ou accessoires pour ces activités et exercer tous les pouvoirs et toute l'autorité nécessaires, accessoires ou connexes pour mener les affaires du Fonds, pour promouvoir le but dans lequel le Fonds a été établi et pour appliquer les dispositions de la déclaration de fiducie du Fonds.

Il demeure toutefois entendu que le Fonds doit s'abstenir d'exercer des activités, de prendre des mesures, d'effectuer ou de conserver des placements (ou ne pas omettre de prendre une mesure) qui auraient pour effet de lui faire perdre son statut de fiducie de fonds commun de placement pour l'application de la LIR.

Fiduciaires

La déclaration de fiducie du Fonds prévoit qu'il doit y avoir au moins trois et au plus neuf fiduciaires, dont les deux tiers doivent être des résidents du Canada (au sens de la LIR). Voir « Les fiduciaires, les administrateurs et la direction ».

La majorité des fiduciaires doivent être « indépendants » au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables. Ne sont pas habiles à être fiduciaires les personnes suivantes : a) une personne physique âgée de moins de 18 ans; b) une personne physique qui ne peut exercer pleinement ses droits civils; c) un faible d'esprit qui a été reconnu comme tel par un tribunal canadien ou étranger compétent; d) une personne physique visée par un régime de protection; e) quiconque est déclaré failli ou insolvable ou entreprend des mesures de liquidation, forcée ou volontaire, en vue de mettre fin à ses affaires.

La déclaration de fiducie du Fonds prévoit que, sous réserve des limites qui y sont expressément prévues, les fiduciaires ont pleins pouvoirs, contrôle et autorité absolus et exclusifs sur les biens et les affaires du Fonds, comme s'ils étaient les seuls propriétaires de ces biens, et ils peuvent prendre toutes les mesures qu'ils jugent nécessaires, utiles ou souhaitables pour s'acquitter de leurs fonctions aux termes de la déclaration de fiducie du Fonds. Sous réserve de ces conditions, il incombe aux fiduciaires, entre autres : (i) de superviser les activités et de gérer les placements et les affaires du Fonds; (ii) de verser l'encaisse distribuable du Fonds aux porteurs de parts; (iii) de tenir des dossiers et de fournir des rapports aux porteurs de parts; et (iv) de voter en faveur des personnes nommées par le Fonds pour agir à titre d'administrateurs.

Un fiduciaire peut remettre sa démission en tout temps en donnant aux autres fiduciaires un préavis d'au moins 30 jours et pourra être destitué à tout moment avec ou sans motif par voie de résolution ordinaire.

Un fiduciaire peut également être destitué à tout moment par les autres fiduciaires, (i) advenant son décès, (ii) s'il est frappé d'une incapacité qui l'empêche ou l'empêchera de remplir ses fonctions pendant au moins 90 jours, (iii) s'il ne remplit plus l'ensemble des exigences de la déclaration de fiducie du Fonds, ou (iv) si la totalité ou quasi-totalité de ses actifs fait l'objet d'une saisie ou d'une confiscation.

Les fiduciaires sont nommés à chaque assemblée annuelle des porteurs de parts pour un mandat se terminant à la clôture de la prochaine assemblée annuelle. Les fiduciaires formant quorum, soit la majorité des fiduciaires en fonction, peuvent combler une vacance en leur sein, sauf si la vacance résulte de l'augmentation du nombre de fiduciaires ou du fait que les porteurs de parts ont omis d'élire le nombre requis de fiduciaires. S'il n'y a pas quorum ou que le poste est libre parce que les porteurs de parts n'ont pas élu le nombre requis de fiduciaires, les fiduciaires convoquent aussi rapidement que possible une assemblée extraordinaire des porteurs de parts pour combler le poste. Si les fiduciaires ne convoquent pas d'assemblée ou qu'il n'y a pas suffisamment de fiduciaires en poste, un porteur de parts peut convoquer l'assemblée. Sous réserve des dispositions de la déclaration de fiducie du Fonds, les fiduciaires peuvent, entre les assemblées annuelles des porteurs de parts, nommer un ou plusieurs fiduciaires supplémentaires pour combler le poste jusqu'à la prochaine assemblée annuelle, mais le nombre de fiduciaires supplémentaires ne peut jamais dépasser le tiers du nombre de fiduciaires en poste à la clôture de l'assemblée annuelle précédente.

Restrictions aux pouvoirs des fiduciaires

La déclaration de fiducie du Fonds prévoit que les fiduciaires ne peuvent, sans approbation par voie de résolution ordinaire, a) sous réserve de la déclaration de fiducie du Fonds, nommer ou remplacer les vérificateurs du Fonds et b) prendre toute mesure qui, aux termes des lois applicables (y compris les règlements, règles, politiques, instructions, décrets généraux et décisions des autorités canadiennes en valeurs mobilières) ou des règles applicables des bourses de valeurs, nécessite l'approbation des porteurs de parts par voie de résolution ordinaire. De plus, la déclaration de fiducie du Fonds prévoit que les fiduciaires ne peuvent, sans approbation par voie de résolution spéciale, (i) modifier la déclaration de fiducie du Fonds (sauf dans certaines circonstances limitées décrites à la rubrique « ci-dessous » ci-après), (ii) vendre, louer ou échanger la totalité ou la quasi-totalité des biens du Fonds, sauf (A) au titre de rachats en nature autorisés par la déclaration de fiducie du Fonds et (B) dans le but d'acquérir initialement les actions et les billets, (iii) autoriser la liquidation ou la dissolution du Fonds, à un autre moment qu'à l'expiration de la durée de celui-ci (comme il est indiqué à la rubrique « Durée du Fonds » ci-après), (iv) autoriser le regroupement, la fusion ou une opération semblable du Fonds avec une autre personne, (v) modifier de quelque façon que ce soit l'objectif du Fonds, indiqué dans la déclaration de fiducie du Fonds, et (vi) prendre toute mesure qui, aux termes des lois applicables (y compris les règlements, règles, politiques, instructions, décrets généraux et décisions des autorités canadiennes en valeurs mobilières) ou des règles applicables des bourses de valeurs, nécessite l'approbation des porteurs de parts par voie de résolution spéciale.

La déclaration de fiducie du Fonds prévoit également que le Fonds ne doit pas exercer les droits de vote rattachés aux titres de Supremex qu'il détient, autoriser une opération qui peut porter préjudice aux porteurs de parts, notamment, a) pour une vente, location ou autre aliénation de la totalité ou de la quasi-totalité des actifs directs ou indirects de Supremex ou de l'une de ses filiales, sauf (i) en parallèle avec une réorganisation interne, ou (ii) conformément à une charge de bonne foi, notamment un gage, une hypothèque, un privilège ou une sûreté, consentie par Supremex sur ses actifs dans le cours normal des affaires, ou (iii) conformément à tout cautionnement des obligations de Supremex ou de l'une de ses filiales; b) un regroupement, un arrangement ou une autre fusion ou restructuration du capital de Supremex avec une autre entité, sauf en parallèle avec une réorganisation interne ou l'acquisition par Supremex de titres ou d'actifs d'une autre entité; c) la liquidation ou la dissolution de Supremex ou de l'une de ses filiales avant l'expiration de la durée du Fonds, sauf dans le cadre d'une réorganisation interne; d) une modification importante de l'acte relatif aux billets, sauf en prévision d'une autre émission de billets; e) une modification importante des statuts de Supremex ou de l'une de ses filiales qui peut être préjudiciable pour les porteurs de parts, sans l'autorisation des porteurs de parts, par voie de résolution spéciale.

Parts

Aux termes de la déclaration de fiducie du Fonds, le Fonds peut émettre un nombre illimité de parts. Chaque part est cessible et représente un droit véritable égal et indivis sur toutes les distributions du Fonds, qu'il s'agisse de distributions de bénéfice net, de gains en capital nets réalisés (sauf les gains en capital nets réalisés distribués aux porteurs dont les parts sont rachetées) ou d'autres sommes, et sur l'actif net du Fonds en cas de dissolution ou de liquidation de celui-ci. Toutes les parts sont de la même catégorie et comportent des droits et privilèges égaux. Les parts émises dans le cadre du premier appel public à l'épargne ne seront pas susceptibles d'appels subséquents et conféreront une voix par part à leurs porteurs à toutes les assemblées des porteurs de parts. Sauf indication contraire à la rubrique « Description du Fonds — Droit de rachat au gré des porteurs de parts » ci-après, les parts ne confèrent aucun droit de conversion ou de rachat au gré du porteur ou du Fonds ni aucun droit préférentiel de souscription.

Émission de parts

La déclaration de fiducie du Fonds prévoit que les parts ou autres titres du Fonds, notamment les droits permettant d'acquérir des parts du Fonds, pourront être émis aux moments, aux personnes, moyennant la contrepartie et aux conditions que les fiduciaires choisissent, y compris aux termes d'un régime de droits des porteurs de parts ou d'un régime d'options ou autre régime de rémunération incitatif établi par le Fonds. Des parts pourront être émises en règlement d'une distribution autre qu'en espèces du Fonds aux porteurs de parts, au prorata. La déclaration de fiducie du Fonds prévoit également qu'immédiatement après une distribution proportionnelle de parts à tous les porteurs de parts en règlement d'une distribution autre qu'en espèces, les parts en circulation seront regroupées de sorte que chaque porteur de parts détienne, après le regroupement, le même nombre de parts qu'avant la distribution, sous réserve de toute retenue d'impôt applicable. Dans ce cas, chaque certificat représentant un nombre donné de parts avant la distribution autre qu'en espèces sera réputé représenter le même nombre de parts après la distribution et le regroupement.

Les fiduciaires pourront ne pas autoriser l'émission de parts ou l'enregistrement d'un transfert de parts si cette émission ou ce transfert aura, selon eux, une incidence défavorable sur le traitement du Fonds ou des entités dans lesquelles il investit, directement ou indirectement, aux termes de la législation fiscale canadienne applicable, ou sur leur capacité à exercer des activités données. Voir « Restriction applicable à la propriété par des non-résidents ».

Rachat de parts

À l'occasion, le Fonds pourra acheter des parts aux fins d'annulation, conformément aux lois sur les valeurs mobilières applicables et aux règles prises en application des politiques applicables des bourses ou des autorités de réglementation. De tels achats constitueront une « offre publique de rachat » aux termes des lois sur les valeurs mobilières provinciales canadiennes et devront être effectués conformément aux exigences prévues par celles-ci.

Droit de rachat au gré des porteurs de parts

Les parts sont rachetables à tout moment au gré de leur porteur sur remise au Fonds d'un avis demandant le rachat, dûment rempli et signé, présenté sous une forme que les fiduciaires jugent acceptable, accompagné des certificats représentant les parts à racheter et d'instructions écrites quant au nombre de parts à racheter. Étant donné que les parts sont émises sous forme d'inscription en compte, le porteur de parts qui souhaite exercer son droit de rachat devra obtenir un formulaire d'avis de rachat de son courtier en valeurs, qui devra le remettre dûment rempli au Fonds, à son siège social, et à la CDS. Dès la réception de l'avis de rachat par le Fonds, tous les droits rattachés aux parts déposées aux fins de rachat seront abandonnés, et le porteur de parts aura le droit de se faire verser le prix par part (le « prix de rachat ») correspondant au moins élevé des montants suivants : (i) un montant correspondant à 90 % de la moyenne simple du cours moyen pondéré quotidien des parts à la principale bourse à la cote de laquelle elles sont inscrites (ou sinon sur le marché principal sur lequel elles sont cotées aux fins de négociation) pendant les dix derniers jours au cours desquels des parts se sont négociées à cette bourse ou sur ce marché avant leur dépôt pour rachat, ou (ii) un montant égal soit a) au cours de clôture des parts à la principale bourse à la cote de laquelle elles sont inscrites (ou sinon sur le marché principal sur lequel elles sont cotées aux fins de négociation) s'il y a eu une opération à la date de leur dépôt pour rachat et si la bourse ou le marché fournit un cours de clôture; soit b) à la moyenne des cours extrêmes des parts à la principale bourse à la cote de laquelle elles sont inscrites (ou sinon sur le marché principal sur lequel elles sont cotées aux fins de négociation) s'il y a eu une opération à la date de leur dépôt pour rachat et que la bourse ou le marché ne fournit que les cours extrêmes des parts négociées un jour donné; ou encore c) à la moyenne des derniers cours acheteur et vendeur à la principale bourse à la cote de laquelle les parts sont inscrites (ou sinon sur le marché principal sur lequel elles sont cotées aux fins de négociation) s'il n'y a pas eu d'opération à la date de leur dépôt pour rachat.

Le prix de rachat global payable par le Fonds à l'égard de la totalité des parts déposées pour être rachetées pendant un mois civil donné sera réglé au moyen d'un paiement en espèces au plus tard cinq jours suivant la fin du mois civil au cours duquel les parts ont été déposées pour rachat, sous réserve de ce qui suit : (i) la somme totale payable par le Fonds à l'égard de toutes les parts déposées pour rachat au cours d'un même mois civil ne doit pas dépasser 50 000 \$ (la « limite mensuelle »), (ii) au moment où les parts sont déposées pour rachat, les parts en circulation doivent être inscrites aux fins de négociation à la cote de la TSX ou négociées ou cotées à une autre bourse ou sur un autre marché qui fournit des cours représentatifs de la juste valeur marchande des parts, et (iii) la négociation normale des parts en circulation n'est pas suspendue ou arrêtée à aucune bourse à la cote de laquelle elles sont inscrites aux fins de négociation (ou sur le marché sur lequel elles sont cotées aux fins de négociation) à la date à laquelle les parts en circulation sont déposées pour rachat ou pendant plus de cinq jours de bourse au cours de la période de 10 jours de bourse débutant immédiatement après la date du dépôt pour rachat des parts.

Si un porteur de parts n'a pas le droit de recevoir une contrepartie en espèces au rachat de ses parts en raison de la limite mensuelle, le prix de rachat pour chaque part remise aux fins de rachat sera, sous réserve de l'obtention de toute approbation applicable des autorités de réglementation, payé et réglé au moyen d'une distribution en nature d'actifs du Fonds. Si, en raison des autres restrictions précisées, le porteur de parts ne peut recevoir d'espèces au rachat des parts, alors chaque porteur qui fait racheter ses parts pourra recevoir un prix par part (le « prix de rachat en nature ») égal à la juste valeur marchande des parts établie par les fiduciaires, prix qui peut être réglé au moyen d'une distribution en nature des actifs du Fonds. Dans ces cas, un nombre proportionnel de titres de Supremex détenus par le Fonds ayant une valeur totale correspondant au prix de rachat (ou, le cas échéant, au prix de rachat en nature) sera distribué au porteur de parts qui fait racheter ses parts en règlement intégral du prix de rachat (ou, le cas échéant, du prix de rachat en nature. Aucune fraction de titres ni aucun billet d'un capital de moins de 10 \$ ne seront distribués et, lorsque le nombre de titres de Supremex que doit recevoir un porteur de parts comprend une fraction ou un multiple de moins de 10 \$, ce nombre sera arrondi à la baisse au nombre entier ou au multiple intégral de 10 \$ le plus près. Le Fonds aura le droit à tous les intérêts versés sur les billets, le cas échéant, et à toutes les distributions versées relativement aux titres au plus tard à la date de distribution en nature. En cas de distribution en nature par le Fonds de titres de Supremex au rachat de parts, le Fonds compte actuellement attribuer au porteur de parts qui demande le rachat les gains en capital ou le revenu réalisés par le Fonds par suite de la distribution de ces titres au porteur de parts au rachat de ces parts.

Le droit de rachat dont il est question ci-dessus n'est pas censé constituer le principal mécanisme permettant aux porteurs de parts du Fonds d'aliéner leurs parts. Les actifs du Fonds qui peuvent être distribués en nature aux porteurs de parts dans le cadre d'un rachat (notamment les titres de Supremex) ne seront inscrits à la cote d'aucune Bourse, et l'on ne prévoit pas qu'un marché se formera pour ces titres; de plus, ces titres pourraient être assujettis à une « période de conservation » indéfinie ou à d'autres restrictions de revente en vertu des lois sur les valeurs mobilières. Les titres ainsi distribués pourraient ne pas constituer des placements admissibles pour les régimes visés.

Distributions

Le Fonds entend distribuer mensuellement son encaisse disponible aux porteurs de parts, déduction faite de certains montants comme les dépenses et les réserves. Les fonds disponibles aux fins de distributions correspondent à la quote-part proportionnelle des intérêts et des remboursements de capital (sauf dans la mesure où le remboursement de capital est réinvesti) sur les billets et les dividendes ou autres distributions (le cas échéant) sur les actions dont est propriétaire le Fonds, moins les sommes que le Fonds peut payer pour des rachats en espèces de parts, les intérêts courus sur la dette du Fonds, les sommes à rembourser au titre du capital de dettes du Fonds et les sommes que les fiduciaires peuvent estimer raisonnablement nécessaires au paiement des frais d'exploitation du Fonds et des impôts à payer du Fonds, s'il y a lieu. Le Fonds entend faire des distributions en espèces mensuelles de l'encaisse distribuable aux porteurs de parts inscrits le dernier jour ouvrable de chaque mois. Ces distributions mensuelles sont versées vers le 15^e jour suivant chaque date de clôture des registres.

Au cours d'un exercice, le Fonds pourra faire d'autres distributions que les distributions mensuelles visées ci-dessus, au gré des fiduciaires. La distribution déclarée pour le mois se terminant le 31 décembre de chaque année inclut les sommes relatives au revenu imposable et aux gains en capital nets réalisés éventuels du Fonds pour cette année qui permettent au Fonds de ne pas être assujetti à l'impôt sur le revenu en vertu de la partie I de la LIR cette année-là.

Si les fiduciaires jugent que le Fonds n'a pas suffisamment d'argent pour payer toutes les distributions en espèces, le Fonds distribue, dans la mesure nécessaire pour ne pas être assujéti à l'impôt sur le revenu en vertu de la partie I de la LIR, des parts supplémentaires pouvant être négociées librement à un prix par part correspondant à la moyenne simple des cours moyens pondérés quotidiens des parts pendant les dix derniers jours au cours desquels des parts se sont négociées avant la date de clôture des registres. Les parts supplémentaires sont émises conformément aux dispenses applicables en vertu de la législation en valeurs mobilières applicable, à des dispenses discrétionnaires consenties par les autorités en valeurs mobilières compétentes ou encore conformément à un prospectus ou à des documents déposés semblables.

Le Fonds peut verser des distributions supplémentaires dépassant les distributions mensuelles pendant l'année, au gré des fiduciaires.

Les porteurs de parts qui sont des non-résidents du Canada sont assujéti à des retenues d'impôt à l'égard des distributions de revenu par le Fonds, que ces distributions soient versées en espèces ou sous forme de parts supplémentaires. Les non-résidents devraient consulter leurs propres conseillers en fiscalité relativement aux incidences fiscales d'un placement dans les parts.

Transferts de parts

Les transferts des parts détenues par l'intermédiaire du système d'inscription en compte ne sont effectués que par écriture dans les registres tenus par la CDS ou son prête-nom pour les transferts touchant les droits d'adhérents, et par écriture dans les registres des adhérents pour les transferts touchant les droits de personnes qui ne sont pas des adhérents. Les porteurs de parts qui ne sont pas des adhérents, mais qui souhaitent acheter, vendre ou par ailleurs transférer un droit de propriété ou un autre droit sur les parts ne pourront le faire que par l'intermédiaire d'adhérents.

En l'absence d'un certificat matériel, la capacité d'un porteur de parts de donner en gage une part détenue par l'intermédiaire du système d'inscription en compte ou de prendre quelque autre mesure quant à son droit sur une part (autrement que par l'intermédiaire d'un adhérent) pourra être limitée.

Versements des distributions

Tant que les parts sont détenues par l'intermédiaire du système d'inscription en compte, le Fonds verse les distributions sur chaque part à la CDS ou à son prête-nom, selon le cas, en leur qualité de porteur inscrit des parts. Le Fonds croit comprendre que la CDS ou son prête-nom, selon le cas, achemine ces versements aux adhérents. Tant que la CDS ou son prête-nom est le propriétaire inscrit des parts, la CDS ou son prête-nom, selon le cas, sera considéré comme l'unique propriétaire des parts autorisé à recevoir les versements sur ces parts. Les responsabilités et obligations du Fonds quant aux parts se limitent à verser tout revenu ou capital à l'égard de ces parts à la CDS ou à son prête-nom.

Offres publiques d'achat

La déclaration de fiducie du Fonds renferme des dispositions prévoyant que si une offre publique d'achat est présentée à l'égard des parts et que l'initiateur prend livraison d'au moins 90 % des parts après dilution (y compris celles pouvant être émises à l'échange ou à la conversion de la totalité des titres directement ou indirectement échangeables ou convertibles en parts, compte non tenu des parts ou des titres directement ou indirectement échangeables contre des parts ou convertibles en parts détenus à la date de l'offre d'achat par ou pour l'initiateur, les membres de son groupe ou les personnes ayant un lien avec lui) et qu'il les paie, celui-ci aura le droit d'acquérir les parts et les titres directement ou indirectement échangeables contre des parts ou convertibles en parts détenus par les porteurs qui n'ont pas accepté l'offre d'achat, aux conditions auxquelles il aura acquis les parts dans le cadre de l'offre d'achat.

Assemblées des porteurs de parts

La déclaration de fiducie du Fonds prévoit que les assemblées des porteurs de parts sont convoquées et tenues annuellement afin d'élire les fiduciaires et de nommer les vérificateurs du Fonds. La déclaration de fiducie du Fonds prévoit que les porteurs de parts ont le droit d'adopter des résolutions qui lieront le Fonds uniquement sur les questions suivantes :

- a) l'élection ou la destitution des fiduciaires;
- b) l'élection ou la destitution des candidats du Fonds aux postes de fiduciaires;
- c) la nomination ou le remplacement des vérificateurs du Fonds;
- d) la nomination d'un inspecteur pour examiner le rendement des fiduciaires par rapport à leurs responsabilités et à leurs fonctions respectives à l'égard du Fonds;
- e) l'approbation de modifications de la déclaration de fiducie du Fonds (mais uniquement de la manière décrite ci-après à la rubrique « Description du Fonds — ci-dessous »);
- f) la dissolution du Fonds;
- g) la vente de la totalité ou de la quasi-totalité des actifs du Fonds;
- h) l'exercice de certains droits de vote rattachés aux titres du Fonds, de Supremex ou de l'une de leurs filiales, dont le Fonds a la propriété ou le contrôle, directement ou indirectement;
- i) la ratification de tout régime de droits à l'intention des porteurs de parts, régime de réinvestissement des distributions, régime de réinvestissement des distributions et d'achat de parts, régime d'options d'achat de parts ou autre régime de rémunération envisagé par la déclaration de fiducie du Fonds et nécessitant l'approbation des porteurs de parts;
- j) la dissolution du Fonds avant la fin de sa durée;
- k) toute autre question qui, aux termes des lois sur les valeurs mobilières, des règles d'une Bourse ou des autres lois ou règlements doit être présentée aux porteurs de parts pour approbation;
- l) de façon générale, toute autre question qui requiert une résolution des porteurs de parts;
- m) l'examen de toute autre question que les fiduciaires peuvent soulever ou dont l'assemblée peut être dûment saisie.

Toutefois, les porteurs de parts ne pourront adopter de résolution faisant en sorte que le Fonds ne soit pas considéré comme une « fiducie de fonds commun de placement » pour l'application de la LIR.

La déclaration de fiducie du Fonds prévoit que des assemblées des porteurs de parts peuvent être convoquées, sauf dans certaines circonstances, si une demande écrite est faite en ce sens par les porteurs d'au moins 5 % des parts alors en circulation. La demande doit faire état, de manière raisonnablement détaillée, des points à l'ordre du jour de l'assemblée.

Les porteurs de parts peuvent assister et voter à toutes les assemblées des porteurs de parts en personne ou par l'entremise d'un fondé de pouvoir, qui n'est pas tenu d'être un porteur de parts. Deux personnes présentes ou représentées par fondé de pouvoir et détenant au total au moins 10 % des droits de vote rattachés à l'ensemble des parts en circulation constituent le quorum pour la tenue des assemblées. Lorsque le quorum n'est pas atteint dans la demi-heure qui suit l'heure fixée pour la tenue de l'assemblée, l'assemblée, si elle a été convoquée à la demande des porteurs de parts, est dissoute; dans les autres cas, l'assemblée est reportée à une date tombant au moins 14 jours plus tard, à l'endroit et à l'heure choisis par le président de l'assemblée. Si le quorum n'est pas atteint à cette assemblée de reprise, les porteurs de parts présents ou représentés par fondé de pouvoir seront réputés constituer le quorum.

La déclaration de fiducie du Fonds renferme des dispositions portant sur l'avis de convocation requis et les autres formalités relatives à la convocation et à la tenue des assemblées des porteurs de parts.

Restriction applicable à la propriété par des non-résidents

Pour conserver son statut de fiducie de fonds commun de placement pour l'application de la LIR, le Fonds ne doit pas être constitué ou exploité principalement au profit de non-résidents du Canada au sens de la LIR. Par conséquent, la déclaration de fiducie du Fonds prévoit que tant que la LIR imposera ce critère, aucun non-résident du Canada ni aucune société de personnes non canadienne ne peuvent, à quelque moment que ce soit, être propriétaires véritables de plus de 49 % des parts. Cette limite de 49 % doit être appliquée aux parts du Fonds émises et en circulation autant avant dilution qu'après dilution.

S'ils décident qu'il est souhaitable et dans l'intérêt du Fonds d'agir de manière à ce que le Fonds continue d'être admissible à titre de fiducie de fonds commun de placement aux fins de la LIR, les fiduciaires peuvent prendre les mesures suivantes :

- les fiduciaires peuvent faire des recherches dans les listes d'adresses postales des porteurs de parts et des propriétaires véritables de parts ou prendre d'autres mesures, aux frais du Fonds, pour déterminer ou estimer, dans la mesure du possible, le territoire de résidence des propriétaires véritables de parts;
- les fiduciaires peuvent demander aux propriétaires véritables de parts de remplir une déclaration quant à leur territoire de résidence ou quant à savoir si les parts sont détenues par ou à l'avantage d'un bénéficiaire (un « bénéficiaire non résident ») non résident du Canada (un « non-résident ») ou d'une société de personnes non canadienne;
- les fiduciaires, après avoir publié une déclaration publique à cet effet, peuvent refuser de laisser une personne souscrire des parts, d'émettre des parts à une personne ou d'inscrire le transfert des parts d'une personne, à moins que cette personne déclare ne pas être un non-résident ou une société de personnes non canadienne (ou, si les fiduciaires l'exigent, qu'elle déclare ne pas être un bénéficiaire non résident) et ne pas détenir ses parts pour un bénéficiaire non résident;
- les fiduciaires peuvent imposer les autres limites à la propriété de parts par des non-résidents ou des sociétés de personnes non canadiennes qu'ils jugent nécessaires, notamment en modifiant unilatéralement la limite ci-dessus à la propriété par les non-résidents dans la mesure requise, de l'avis des fiduciaires, pour permettre au Fonds de conserver son statut de fiducie de fonds commun de placement;

- malgré ce qui précède, si les fiduciaires établissent que d'autres mesures doivent être prises pour que le Fonds continue d'être admissible à titre de fiducie de fonds commun de placement pour l'application de la LIR, ils peuvent faire parvenir un avis à ces porteurs de parts, choisis dans l'ordre inverse de leur acquisition ou inscription, ou d'une autre façon que les fiduciaires jugent équitable et réalisable, obligeant les porteurs à vendre la totalité ou une partie de leurs parts dans le délai d'au moins 30 jours. Si, dans ce délai, les porteurs de parts qui ont reçu l'avis ne vendent pas le nombre précisé de parts ni ne soumettent aux fiduciaires une preuve satisfaisante qu'ils ne sont pas des non-résidents ni une société de personnes non canadienne ni ne détiennent leurs parts à l'avantage de bénéficiaires non résidents, les fiduciaires pourront vendre ces parts pour le compte de ces porteurs de parts et, dans l'intervalle, les droits de vote et les droits aux distributions rattachés à ces parts seront suspendus. Au moment de cette vente, les porteurs concernés cesseront d'être porteurs des parts et leurs droits seront limités à la réception du produit net de la vente des parts.

Dans les situations où il est difficile de déterminer si des parts sont détenues à l'avantage de bénéficiaires non résidents ou non, les fiduciaires exerceront un souverain pouvoir d'appréciation à cet égard.

Information et rapports

Conformément aux lois sur les valeurs mobilières applicables, le Fonds doit fournir aux porteurs de parts tous ses états financiers (y compris ses états financiers et attestations trimestriels et annuels) et les autres rapports requis par les lois applicables, y compris les formulaires prévus par règlement dont les porteurs ont besoin pour remplir leur déclaration de revenu aux termes de la LIR et de la législation provinciale équivalente.

Avant chaque assemblée des porteurs de parts, les fiduciaires doivent fournir aux porteurs (avec l'avis de convocation) les renseignements et les attestations qui, selon les lois applicables et la déclaration de fiducie du Fonds, doivent être remis aux porteurs de parts. En outre, Supremex s'est engagée envers les commissions des valeurs mobilières et les autres autorités en valeurs mobilières des provinces du Canada, ainsi qu'envers le Fonds, à faire ce qui suit, après la clôture du premier appel public à l'épargne et tant que le Fonds est un émetteur assujéti aux termes des lois sur les valeurs mobilières applicables :

- publier un communiqué et remettre au Fonds, pour dépôt, une déclaration de changement important relativement à tout changement important dans son entreprise, ses activités ou son capital-actions;
- fournir au Fonds les renseignements qui devraient être inclus dans une notice annuelle ou un autre rapport ou document devant être déposé auprès des commissions des valeurs mobilières et des autres autorités en valeurs mobilières, comme si Supremex était un émetteur assujéti dans chacune des provinces du Canada;
- dans la mesure où le Fonds n'établit pas d'états financiers comprenant ses résultats d'exploitation, remettre au Fonds des états financiers trimestriels non vérifiés et annuels vérifiés de même que le rapport de gestion y afférent, qui seront déposés auprès des commissions des valeurs mobilières et des autres autorités en valeurs mobilières des provinces du Canada et remis aux porteurs de parts inscrits et véritables du Fonds, conformément aux lois sur les valeurs mobilières applicables.

Ces communiqués, formulaires, rapports et états, dans chaque cas, seront conformes, sur le plan de la forme et du fond, aux documents que Supremex serait tenue de déposer auprès de l'Autorité des marchés financiers si elle était un émetteur assujéti aux termes des lois sur les valeurs mobilières du Québec. Les états financiers trimestriels non vérifiés et annuels vérifiés de Supremex doivent être remis par le Fonds aux porteurs de parts, avec les états financiers du Fonds pour la période correspondante.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de Supremex doivent exercer les mêmes fonctions pour le Fonds. À ce titre, ils ont signé les attestations devant être déposées aux termes du *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*.

Les fiduciaires, les administrateurs et les hauts dirigeants des filiales du Fonds, y compris Supremex, sont tenus de déposer des rapports d'initiés et de respecter les dispositions des lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables régissant les opérations d'initiés lorsqu'ils négocieront des parts ou des actions.

De plus, le Fonds s'est engagé envers les commissions des valeurs mobilières et les autres autorités en valeurs mobilières des provinces du Canada à faire ce qui suit, après la clôture du premier appel public à l'épargne et tant qu'il sera un émetteur assujéti aux termes des lois sur les valeurs mobilières applicables :

- traiter Supremex comme l'une de ses filiales, étant précisé que si les principes comptables généralement reconnus interdisent la consolidation de l'information financière de Supremex et du Fonds, tant que Supremex (ou l'un de ses intérêts commerciaux importants) représentera un actif important du Fonds, celui-ci doit fournir aux porteurs de parts des états financiers distincts pour Supremex (et ses intérêts commerciaux importants);
- prendre les mesures appropriées pour obliger chaque personne qui serait un initié de Supremex si celle-ci était un émetteur assujéti a) à déposer des rapports d'initié concernant la négociation de parts du Fonds (y compris des titres échangeables contre des parts du Fonds) et b) à respecter les interdictions légales applicables aux opérations d'initié;

Durée du Fonds

Le Fonds a été établi pour une durée devant se terminer 21 ans après la date du décès du dernier survivant de Sa Majesté la reine Elizabeth II. À la date choisie par les fiduciaires, qui ne doit pas tomber plus de deux ans avant l'expiration de la durée du Fonds, les fiduciaires sont tenus d'entreprendre la liquidation des affaires du Fonds de façon qu'il soit dissous à l'expiration de sa durée. À tout moment avant l'expiration de la durée du Fonds, les porteurs de parts pourront, par voie de résolution spéciale, obliger les fiduciaires à entreprendre la dissolution ou la liquidation du Fonds.

La déclaration de fiducie du Fonds prévoit qu'en cas de demande de dissolution ou de liquidation du Fonds, les fiduciaires seront tenus d'en aviser les porteurs de parts et d'indiquer dans l'avis le ou les moments auxquels les porteurs de parts devront remettre leurs parts aux fins d'annulation ainsi que la date à laquelle les registres de parts seront fermés. Après la date de fermeture des registres, les fiduciaires devront entreprendre la liquidation des affaires du Fonds dès qu'ils pourront raisonnablement le faire et, à cette fin et sous réserve de toute instruction contraire s'il s'agit d'une dissolution autorisée par voie de résolution des porteurs de parts, ils devront vendre ou convertir en argent les titres de Supremex ainsi que les autres actifs composant le Fonds, dans le cadre d'une ou de plusieurs opérations de vente publiques ou privées, et ils devront prendre les autres mesures appropriées pour liquider le Fonds. Après avoir réglé toutes les dettes et obligations du Fonds, avoir obtenu quittance ou avoir constitué des provisions à cette fin, ainsi qu'après avoir prévu une indemnité à l'égard de toutes les dettes et obligations non réglées du Fonds, les fiduciaires devront, sous réserve de l'obtention des approbations nécessaires des autorités de réglementation, distribuer le reste du produit de la vente des titres de Supremex et des autres actifs composant le Fonds de même que toute somme faisant partie des actifs du Fonds aux porteurs de parts, en proportion de leurs droits. Si les fiduciaires sont incapables de vendre la totalité ou une partie des titres de Supremex ou des autres actifs composant le Fonds au plus tard à la date fixée pour la dissolution, ils pourront distribuer le reste des titres de Supremex et des autres actifs en nature, directement aux porteurs de parts, en proportion de leurs droits, sous réserve de l'obtention des approbations requises des autorités de réglementation.

Modification de la déclaration de fiducie du Fonds

La déclaration de fiducie du Fonds prévoit qu'elle peut être modifiée par voie de résolution spéciale. Les fiduciaires ont également le droit d'y apporter certaines modifications, sans l'approbation des porteurs de parts, notamment : (i) les modifications nécessaires pour assurer le respect continu des lois, des règlements, des exigences ou des politiques applicables émanant d'une autorité gouvernementale compétente à l'égard des fiduciaires ou du Fonds, (ii) pour éliminer les dispositions contradictoires ou incompatibles que pourrait contenir la déclaration de fiducie du Fonds ou apporter des corrections mineures qui, de l'avis des conseillers juridiques du Fonds, sont nécessaires ou souhaitables et ne portent pas atteinte aux droits des porteurs de parts, ou (iii) des modifications qui, de l'avis des conseillers juridiques du Fonds, sont nécessaires ou souhaitables dans l'intérêt des porteurs de parts par suite de modifications apportées à la législation fiscale canadienne.

Toutefois, aucune modification ne saurait modifier le droit de vote rattaché à chacune des parts ni réduire le droit indivis et fractionnaire sur les biens du Fonds représenté par une part du Fonds sans le consentement du porteur de cette part du Fonds, et aucune modification ne saurait réduire le pourcentage des voix devant être exprimées à une assemblée des porteurs de parts en vue de modifier les dispositions de la déclaration de fiducie du Fonds, sans le consentement de la totalité des porteurs des parts au moment en cause.

Aucune modification ne saurait modifier certaines dispositions de la déclaration de fiducie du Fonds ou entrer en conflit avec elles sans le consentement du vendeur.

Approbatons requises

Dans la présente notice annuelle, par « résolution ordinaire », on entend une résolution adoptée par les porteurs de plus de 50 % des parts émises et en circulation au moment en cause, ayant voté à l'égard de cette résolution à une assemblée des porteurs de parts à laquelle le quorum était atteint, ou une résolution ou un document signé par les porteurs de toutes les parts du Fonds émises et en circulation au moment en cause, habiles à voter à l'égard de cette résolution; par « résolution spéciale », on entend une résolution adoptée par les porteurs d'au moins 66 2/3 % des parts émises et en circulation au moment en cause, ayant voté à l'égard de cette résolution à une assemblée des porteurs de parts à laquelle le quorum était atteint, ou une résolution ou un document signé par les porteurs de toutes les parts du Fonds émises et en circulation au moment en cause, habiles à voter à l'égard de cette résolution.

Restrictions et dispositions en matière de conflits d'intérêts

La déclaration de fiducie du Fonds contient des dispositions en matière de « conflit d'intérêts » qui visent à protéger les porteurs de parts sans imposer de restrictions indues au Fonds. La déclaration de fiducie du Fonds contient des dispositions, semblables à celles contenues dans la LCSA, qui obligent chaque fiduciaire à communiquer au Fonds, s'il y a lieu, son intérêt éventuel dans un contrat ou une opération, en cours ou projeté, d'importance avec le Fonds ou à communiquer le fait qu'il est administrateur ou dirigeant d'une partie à un tel contrat ou à une telle opération ou qu'il possède un intérêt important dans une partie au contrat ou à l'opération. Dans tous les cas, le fiduciaire qui a effectué une communication conformément à ce qui précède n'a pas le droit de voter sur une résolution visant à approuver le contrat ou l'opération en question à moins (i) que ce contrat ou cette opération ne se rapporte principalement à sa rémunération à titre de fiduciaire ou de dirigeant du Fonds, selon le cas, (ii) qu'il ne s'agisse principalement d'une assurance ou d'une indemnisation ou (iii) qu'il ne s'agisse d'un contrat ou d'une opération avec un membre du même groupe.

Droits des porteurs de parts

Les droits des porteurs de parts sont établis par la déclaration de fiducie du Fonds. Bien que celle-ci confère aux porteurs de parts bon nombre des protections, droits et recours dont peut se prévaloir l'actionnaire d'une société régie par la LCSA, il existe des différences importantes.

On retrouve dans la déclaration de fiducie du Fonds des dispositions qui visent à limiter la responsabilité des porteurs de parts quant aux dettes et aux autres obligations du Fonds, bien qu'il n'y ait jamais eu de disposition légale prévoyant que la responsabilité des porteurs de parts est limitée d'une façon comparable aux actionnaires d'une société régie par la LCSA.

Bon nombre des dispositions de la LCSA relatives à la gouvernance et à la gestion d'une société ont été intégrées dans la déclaration de fiducie du Fonds. À titre d'exemple, les porteurs de parts ont le droit d'exercer les droits de vote rattachés à leurs parts d'une façon semblable aux actionnaires d'une société régie par la LCSA, et d'élire les fiduciaires et vérificateurs du Fonds. On retrouve également dans la déclaration de fiducie du Fonds des dispositions semblables aux dispositions de la LCSA qui traitent de la convocation et de la tenue des assemblées des porteurs et des réunions des fiduciaires, du quorum, de la procédure délibérante et du droit des investisseurs de participer au processus décisionnel lorsque certaines mesures fondamentales sont proposées. Les questions pour lesquelles l'approbation des porteurs de parts est requise aux termes de la déclaration de fiducie du Fonds sont, de façon générale, moins nombreuses que pour les actionnaires d'une société régie par la LCSA mais, dans les faits, elles couvrent certaines mesures fondamentales qui pourraient être prises par les filiales du Fonds. Ces droits d'approbation conférés aux porteurs de parts sont complétés par les dispositions des lois sur les valeurs mobilières applicables, de façon générale, aux émetteurs (qu'il s'agisse de sociétés, de fiduciaires ou d'autres entités) qui sont des « émetteurs assujettis » ou l'équivalent, ou qui sont inscrits à la cote de la TSX.

Les porteurs de parts ne disposent pas du droit à la dissidence dont peuvent se prévaloir les actionnaires d'une société régie par la LCSA et qui permet à ces derniers de recevoir la juste valeur de leurs actions lorsque des modifications de structure touchant la société sont apportées (comme une fusion, une prorogation aux termes des lois d'un autre territoire, la vente de la totalité ou la quasi-totalité de ses biens, une opération de fermeture ou l'ajout, la modification ou l'abrogation de dispositions restreignant (i) les activités qu'une société peut exercer ou (ii) l'émission, le transfert ou la propriété d'actions). Toutefois, les porteurs de parts qui souhaitent mettre fin à leur placement dans le Fonds ont le droit de faire racheter leurs parts, comme il est décrit à la rubrique « Description du Fonds — Droit de rachat au gré des porteurs de parts ». De la même façon, les porteurs de parts ne peuvent se prévaloir du recours en cas d'abus dont peuvent se prévaloir les actionnaires d'une société régie par la LCSA si la société prend des mesures qui sont abusives, qui sont injustes à leur égard en leur portant préjudice ou qui ne tiennent pas compte de leurs intérêts et de ceux de certaines autres parties.

Les actionnaires d'une société régie par la LCSA peuvent également s'adresser au tribunal pour demander la liquidation et la dissolution de la société dans ces circonstances alors que les porteurs de parts ne peuvent se prévaloir que des dispositions générales de la déclaration de fiducie du Fonds qui permettent la liquidation du Fonds au moyen d'une résolution spéciale des porteurs de parts. Les actionnaires d'une société régie par la LCSA peuvent également s'adresser à un tribunal pour demander la nomination d'un inspecteur afin qu'il enquête sur la façon dont les activités de la société et des membres de son groupe sont exercées, s'il existe des raisons de croire qu'il y a eu conduite frauduleuse, malhonnête ou abusive. La déclaration de fiducie du Fonds permet aux porteurs de parts d'adopter des résolutions afin de nommer un inspecteur chargé d'enquêter sur la façon dont les fiduciaires s'acquittent de leurs responsabilités et de leurs devoirs. Cette procédure n'est toutefois pas assujettie à la supervision du tribunal ni ne comprend les autres procédures, droits et recours d'enquête prévus par la LCSA. La LCSA permet également aux actionnaires d'intenter des recours similaires à l'action oblique ou d'intervenir dans de tels recours au nom de la société ou de l'une de ses filiales, avec la permission du tribunal. La déclaration de fiducie du Fonds ne comprend pas de droit comparable pour les porteurs de parts d'intenter ou de participer à des recours relativement au Fonds.

Fin de l'exercice

L'exercice du Fonds se termine le 31 décembre.

DESCRIPTION DE SUPREMEX

Capital-actions de Supremex

Le capital-actions autorisé de Supremex consiste en un nombre illimité d'actions et un nombre illimité d'actions privilégiées sans droit de vote pouvant être émises en séries. Au 31 décembre 2009, la totalité des actions ordinaires émises et en circulation étaient détenues par le Fonds et aucune action privilégiée n'était en circulation.

Actions ordinaires

Les porteurs d'actions ont le droit de recevoir les dividendes que déclare le conseil d'administration de Supremex et ont le droit d'exprimer une voix par action sur toutes les questions soumises au vote à toutes les assemblées des actionnaires. Au moment de la liquidation ou de la dissolution volontaire ou forcée de Supremex, les porteurs d'actions ont le droit de se partager au prorata le reliquat des éléments d'actif disponibles aux fins de distribution, après le paiement des dettes et sous réserve des droits prioritaires se rattachant aux actions privilégiées (le cas échéant).

Actions privilégiées

Le conseil d'administration de Supremex a le pouvoir, sans intervention de la part des actionnaires, d'émettre un nombre illimité d'actions privilégiées en une ou plusieurs séries. Ces actions privilégiées peuvent conférer le droit prioritaire à des dividendes et au reliquat en cas de liquidation par rapport aux actions. Le conseil d'administration peut fixer la désignation, les pouvoirs, les droits de priorité, les privilèges et les droits relatifs, facultatifs, spéciaux ou de participation se rattachant à toutes actions privilégiées émises, y compris toutes les réserves, limitations ou restrictions. Les droits spéciaux qui peuvent être accordés à une série d'actions privilégiées peuvent inclure des droits aux dividendes, des droits de conversion, des droits de vote, des conditions de rachat et des droits de priorité en cas de liquidation, dont n'importe lequel peut être supérieur aux droits se rattachant aux actions ordinaires.

Politique de distribution

Le conseil d'administration de Supremex a adopté une politique visant à distribuer toute l'encaisse disponible, sous réserve des lois applicables, par voie de dividendes mensuels sur ses actions ou d'autres distributions sur ses titres, après :

- l'exécution de ses obligations relatives au service de la dette, le cas échéant;
- le règlement de ses obligations au titre de l'intérêt (y compris l'intérêt couru ou payable à l'égard des billets) et les autres charges (y compris les obligations fiscales et les obligations découlant des régimes de retraite);
- avoir effectué tous remboursements de capital à l'égard des billets que le conseil d'administration juge opportuns, avec le consentement du Fonds et des porteurs des billets, accordé au moyen d'une résolution spéciale;
- la conservation de sommes au titre des investissements en capital;
- la conservation d'un fonds de roulement raisonnable selon ce qui peut être jugé opportun.

Toutefois, la déclaration de dividendes sur les actions est effectuée au gré du conseil d'administration de Supremex.

Billets émis par Supremex

Le texte qui suit est un sommaire des principales caractéristiques des billets qui ont été émis par Supremex Inc. aux termes d'un acte relatif aux billets (l'« acte relatif aux billets ») conclu entre Supremex et le fiduciaire des billets, Société de fiducie Computershare du Canada (le « fiduciaire des billets »). Il est donné entièrement sous réserve des dispositions de l'acte relatif aux billets, qui contient une description complète de ces attributs et caractéristiques.

Les billets de série 1 autorisés seront illimités quant à leur nombre et à leur capital et viendront à échéance dix ans après leur émission, sous réserve de leur remboursement anticipé selon ce que le conseil d'administration de Supremex juge opportun, avec le consentement du Fonds et des porteurs des billets accordé au moyen d'une résolution spéciale. Aux termes des modalités des billets de série 1, les intérêts, au taux variable de 2 % à 12,7 % par année, seront versés mensuellement dans les 15 jours suivant la fin de chaque mois. Les intérêts et le capital sur les billets de série 1 seront payables en monnaie légale du Canada à toute succursale au Canada de la banque précisée dans l'acte relatif aux billets. Chaque billet de série 2 viendra à échéance au plus tard au premier anniversaire de son émission et portera intérêt au taux du marché fixé par le conseil d'administration de Supremex au moment de son émission, payable le 15^e jour de chaque mois au cours duquel le billet de série 2 est en circulation. Les billets peuvent être émis uniquement sous forme de billets entièrement nominatifs en coupures minimales de 10 \$ et pour des montants supérieurs à ce minimum uniquement en multiples entiers de 10 \$.

Les billets constituent des dettes non garanties de Supremex.

Paiement à l'échéance

À l'échéance, Supremex remboursera la dette constatée par les billets en payant au fiduciaire des billets, pour le compte des porteurs, en monnaie légale du Canada, un montant correspondant au capital des billets en circulation, ainsi que les intérêts courus et impayés sur ceux-ci. Si le Fonds est porteur de billets au moment de ce remboursement, ces paiements, déduction faite des frais, seront distribués par le Fonds aux porteurs de parts.

Rachat

De temps à autre, le conseil d'administration de Supremex examinera l'état des éléments d'actif de Supremex et la situation économique en ce qu'elle touche les activités exercées par Supremex et le secteur dans lequel elle les exerce. Si cet examen indique, de l'avis du conseil d'administration de Supremex, qu'il est peu probable que la dette de Supremex attestée par les billets puisse être refinancée aux mêmes conditions à l'échéance, Supremex peut, sous réserve du consentement du Fonds et des porteurs des billets accordé au moyen d'une résolution spéciale, commencer à rembourser le capital des billets de manière à ce que, de l'avis du conseil d'administration de Supremex, les billets soient entièrement remboursés à l'échéance. Dans ce cas, les fonds disponibles de Supremex seront employés dans la mesure requise pour verser ces remboursements au lieu de dividendes sur ses actions. En outre, si Supremex a des fonds disponibles, mais qu'il lui est interdit de déclarer ou de verser un dividende ou de réduire son capital déclaré aux termes des lois sur les sociétés applicables, le conseil d'administration de Supremex peut effectuer des remboursements de capital sur les billets jusqu'à concurrence des fonds disponibles. Sauf tel qu'il est indiqué ci-dessus, les billets ne seront pas rachetables au gré de Supremex ou des porteurs avant l'échéance.

DISTRIBUTIONS

Politique de distribution du Fonds

Le Fonds entend distribuer mensuellement son encaisse disponible aux porteurs de parts, déduction faite de certains montants comme les dépenses et les réserves. Les fonds disponibles aux fins de distributions correspondront à la quote-part proportionnelle des intérêts et des remboursements de capital (sauf dans la mesure où le remboursement de capital est réinvesti) sur les billets et les dividendes ou autres distributions (le cas échéant) sur les actions dont le Fonds est propriétaire, moins les sommes que le Fonds peut payer pour des rachats en espèces de parts, les intérêts courus sur les dettes du Fonds, les sommes à rembourser au titre du capital des dettes du Fonds et les sommes que les fiduciaires peuvent estimer raisonnablement nécessaires au paiement des frais d'exploitation du Fonds et des impôts à payer du Fonds, s'il y a lieu. Le Fonds prévoit verser des distributions en espèces mensuelles sur l'encaisse distribuable aux porteurs de parts inscrits le dernier jour ouvrable de chaque mois. Les distributions mensuelles seront versées vers le 15^e jour suivant chaque date de référence.

Distributions

Puisque le Fonds est une fiducie de revenu, il ne verse pas de dividendes. La première distribution de 0,0958 \$ par part pour la période allant de la clôture du premier appel public à l'épargne le 1^{er} avril 2006 au 30 avril 2006 a été faite le 15 mai 2006. Des distributions en espèces subséquentes de 0,0958 \$ par part ont été faites pour les mois de mai 2006 à décembre 2008. Le 16 décembre 2008, le Fonds a annoncé sa décision de réduire la distribution mensuelle de 0,0958 \$ par part à 0,050 \$ par part à partir du mois de janvier 2009.

Le 18 janvier 2010, le Fonds a annoncé son intention de réduire la distribution mensuelle de 0,05 \$ la part à 0,01 \$ la part à compter de janvier 2010.

LES FIDUCIAIRES, LES ADMINISTRATEURS ET LA DIRECTION

Les fiduciaires, les administrateurs et la direction

La déclaration de fiducie du Fonds prévoit que le conseil des fiduciaires du Fonds doit être composé d'au moins trois et d'au plus neuf membres (les « fiduciaires »). Le 31 mars 2006, chaque fiduciaire a été nommé administrateur du conseil d'administration de Supremex (un « administrateur »). Aux termes de la déclaration de fiducie du Fonds, le Fonds a accepté que les fiduciaires composent le conseil d'administration de Supremex, à moins qu'il n'en soit convenu autrement par les fiduciaires indépendants. Les deux tiers des fiduciaires et des administrateurs seront résidents du Canada et la majorité seront « indépendants » au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables. Au 31 décembre 2009, le Fonds comptait six fiduciaires, dont cinq sont résidents du Canada, et dont la majorité sont « indépendants » au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables. Le mandat des fiduciaires expirera à la première assemblée annuelle des porteurs de parts

Le tableau ci-après indique les noms et lieu de résidence des fiduciaires, des administrateurs et des dirigeants de Supremex, leur poste au sein du Fonds (fiduciaire) et de Supremex (administrateur ou dirigeant), selon le cas, ainsi que les fonctions principales qu'ils exercent.

Nom et municipalité de résidence	Postes	Fonctions principales	Fiduciaire ou administrateur depuis	Parts détenues en propriété
Gilles Cyr La Prairie (Québec)	Président et chef de la direction, fiduciaire et administrateur	Président et chef de la direction de Supremex	10 février 2006/ 31 juillet 1995	415 200
Stéphane Lavigne Kirkland (Québec)	Vice-président, chef de la direction financière et secrétaire	Vice-président, chef de la direction financière et secrétaire de Supremex	s.o.	300 000
Stewart Emerson Pickering (Ontario)	Vice-président et directeur général, région du Centre	Vice-président et directeur général, région du Centre de Supremex	s.o.	210 000
Manon Cloutier Brossard (Québec)	Contrôleur corporatif et trésorière	Contrôleur corporatif et trésorière de Supremex	s.o.	56 959
L.G. Serge Gadbois ⁽¹⁾ Boucherville (Québec)	Fiduciaire et administrateur, président des conseils d'administration et des fiduciaires	Administrateur de sociétés	31 mars 2006	12 000
Georges Kobrynsky ⁽¹⁾⁽²⁾ Montréal (Québec)	Fiduciaire et administrateur	Premier vice-président, Investissements Produits forestiers de la Société générale de financement du Québec	31 mars 2006	1 900
Herbert Lukofsky ⁽¹⁾⁽²⁾ St-Lambert (Québec)	Fiduciaire et administrateur	Administrateur de sociétés	31 mars 2006	—
Harolde M. Savoy ⁽²⁾ Dallas (Texas)	Fiduciaire et administrateur	Président, Entreprises Dominion Blueline Inc. et Rediform Inc.	31 mars 2006	10 000
Melinda Lee Dartmouth (Nouvelle-Écosse)	Fiduciaire et administratrice	Vice-présidente Investissements Clarke Inc.	5 août 2009	—

(1) Membre du comité de vérification.

(2) Membre du comité de la rémunération, de gouvernance et des candidatures.

Voici de brefs profils des fiduciaires et dirigeants de Supremex :

Gilles Cyr, président et chef de la direction

Gilles Cyr est président et chef de la direction de Supremex et il occupe ce poste depuis octobre 2004. Depuis 1992, M. Cyr a occupé divers postes au sein de Supremex. De janvier 1996 à janvier 2006, il a été chef de la direction financière puis vice-président et directeur général de la région de l'Est de Supremex, poste qu'il occupe de nouveau depuis novembre 2006. Avant de se joindre à Supremex, M. Cyr était associé de Arthur Andersen LLP où il a travaillé pendant dix ans. M. Cyr est titulaire d'un baccalauréat en commerce de l'Université du Québec à Trois-Rivières et est comptable agréé.

Stéphane Lavigne, vice-président, chef de la direction financière et secrétaire

Stéphane Lavigne est vice-président, chef de la direction financière et secrétaire de Supremex et il occupe ce poste depuis janvier 2006. Il s'est joint à Supremex en 1991 à titre de directeur des projets spéciaux, région de l'Est, avant d'être promu au poste de directeur administratif, région de l'Est en 1992 puis d'être nommé vice-président, finances et administration, au siège social de Supremex en 1996. Il a quitté Supremex d'avril 2005 à janvier 2006 pour devenir copropriétaire d'une société fermée. De 1988 à 1991, il a travaillé comme vérificateur chez KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L. Il est titulaire d'un baccalauréat en administration des affaires de l'Université du Québec à Montréal et est comptable agréé.

Stewart Emerson, vice-président et directeur général, région du Centre

Stewart Emerson est vice-président et directeur général, région du Centre, de Supremex. Avant d'occuper ce poste, M. Emerson a commencé sa carrière à titre de directeur de compte chez Enveloppe Innova Inc. en 1990 puis a occupé divers postes, dont ceux de directeur des ventes, directeur général des ventes et directeur général. Il est titulaire d'un baccalauréat en administration des affaires, avec double spécialisation en marketing et en gestion, de la Northeastern University de Boston.

Manon Cloutier, contrôleur corporatif et trésorière

Manon Cloutier est contrôleur corporatif et trésorière de Supremex, postes qu'elle occupe depuis novembre 2005 et avril 2006, respectivement. Avant d'entrer au service de Supremex, M^{me} Cloutier a occupé plusieurs postes chez Bombardier Produits Récréatifs Inc., notamment ceux de directrice, Conformité et directrice, Finances, de mars 1997 à novembre 2005. De mai 1988 à février 1997, elle a travaillé pour KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L., d'abord à titre de vérificatrice puis à titre de directrice – service de vérification. M^{me} Cloutier est titulaire d'un baccalauréat en administration des affaires de l'Université du Québec à Montréal et est aussi comptable agréée.

L.G. Serge Gadbois, fiduciaire et administrateur, président du conseil d'administration et du conseil des fiduciaires

L.G. Serge Gadbois est administrateur d'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. et de Cogeco Câble inc. Auparavant, il a occupé divers postes auprès de Metro Inc., comme ceux de premier vice-président, Finances de 1997 à février 2006 et de vice-président, Finances de 1985 à 1997. Auparavant, il a été contrôleur et directeur des services financiers du Conseil scolaire de l'Île de Montréal pendant huit ans. M. Gadbois est titulaire d'une maîtrise en administration des affaires de l'École des Hautes Études Commerciales et il est membre et Fellow de l'Ordre des comptables agréés du Québec.

Georges Kobrynsky, fiduciaire et administrateur

Georges Kobrynsky est premier vice-président, Investissements Produits forestiers de la Société générale de financement du Québec et fiduciaire du Fonds SFK Pâte. Auparavant, M. Kobrynsky a occupé divers postes de direction auprès de Domtar Inc. pendant 30 ans, comme ceux de premier vice-président, Groupe de la commercialisation des pâtes et papiers, groupe du marketing et des relations avec la clientèle de 2001 à 2005 et de premier vice-président, division des papiers de communication de 1995 à 2001. Il a également occupé un poste au ministère de l'Environnement du Canada de 1971 à 1975. M. Kobrynsky a terminé le programme de haute direction de l'Université de Western Ontario. Il est également titulaire d'une maîtrise en administration des affaires de l'Université McGill, d'un baccalauréat ès sciences de l'Université Laval et d'un baccalauréat ès arts de l'Université de Montréal.

Herbert Lukofsky, fiduciaire et administrateur

Herbert Lukofsky a été administrateur de diverses sociétés ouvertes et fermées, notamment Liquidation World Inc., Société de développement de Montréal, Solareh Inc., LaGran Inc., International Aqua Foods Inc., Hallmark Technologies Inc. et Inventronics Inc. Auparavant, M. Lukofsky était associé en fiscalité et chef du secteur de la fiscalité au bureau de Montréal de Arthur Andersen LLP de 1970 à 1984 et président de Lukofsky Lajoie et Associés, société de conseil aux entreprises se spécialisant dans les fusions et acquisitions, de 1984 à 1992. Il est titulaire d'un baccalauréat en commerce de l'Université Concordia et il a fait ses études de comptable agréé à l'Université McGill.

Harolde M. Savoy, fiduciaire et administrateur

Harolde M. Savoy est président d'Entreprises Dominion Blueline Inc. depuis 1990 et président de sa filiale Rediform Inc., située à Dallas (Texas). Au cours des 27 dernières années, M. Savoy a occupé divers postes auprès de Entreprises Dominion Blueline Inc., comme ceux de directeur général et vice-président, Ventes et marketing de Dominion Envelope Inc., une filiale de cette société, et chef de production. Il est titulaire d'une maîtrise en administration des affaires ainsi que d'un baccalauréat ès arts en économie de l'Université de Western Ontario.

Melinda Lee, fiduciaire et administratrice

Melinda Lee est vice-présidente Investissements de Clarke Inc. depuis mai 2006. Avant d'entrer au service de Clarke, Mme Lee a été vice-présidente de Geosam Investments Limited durant trois années et a travaillé sept années dans différents cabinets comptables à Ottawa et Halifax. Elle est titulaire d'un baccalauréat en administration des affaires de la St. Francis Xavier University à Antigonish en Nouvelle-Écosse.

GOVERNANCE DU FONDS

Les fiduciaires assument la gouvernance du Fonds et ont formé un comité de vérification ainsi qu'un comité de la rémunération, de gouvernance et des candidatures, qui sont chacun composés de trois membres « indépendants » au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables.

Comité de la rémunération, de gouvernance et des candidatures

Le comité de la rémunération, de gouvernance et des candidatures examine chaque année les buts et objectifs du chef de la direction pour l'année à venir et évaluera le rendement de celui-ci. Le comité formule également des recommandations sur la rémunération des fiduciaires. Le comité administre les régimes de primes des employés et présentera des recommandations concernant leur fonctionnement.

Le comité examine également la nomination des dirigeants du Fonds et de ses filiales et présente des recommandations aux fiduciaires à cet égard. Le comité est également chargé de mettre au point la démarche que le Fonds adoptera pour les questions de gouvernance, de conseiller le conseil au sujet des vacances à combler au sein du conseil et d'examiner périodiquement la composition et l'efficacité du conseil ainsi que la contribution de chacun des fiduciaires. Le comité est également chargé d'adopter, d'examiner et de mettre à jour périodiquement la politique de communication écrite du Fonds. Cette politique, entre autres : (i) exprime clairement les obligations légales du Fonds, des membres de son groupe et de leurs fiduciaires, administrateurs, dirigeants, employés et conseillers respectifs en ce qui concerne les renseignements confidentiels; (ii) indique les porte-parole du Fonds, qui seront les seules personnes autorisées à communiquer avec des tiers comme les analystes, les médias et les investisseurs; (iii) fournit des lignes directrices sur la communication de l'information financière prospective; (iv) exige que les hauts dirigeants du Fonds examinent au préalable l'information financière qui sera communiquée pour veiller à ce qu'elle ne soit pas importante, empêcher la communication sélective d'information importante et veiller à ce que, s'il y a communication sélective, un communiqué de presse soit publié sans délai; (v) établit les périodes d'interdiction totale des opérations avant et après la communication de résultats financiers trimestriels et annuels et avant la communication de certains changements importants; pendant ces périodes, le Fonds, les membres de son groupe et leurs fiduciaires, administrateurs, dirigeants, employés et conseillers respectifs ne seront pas autorisés à acheter ou à vendre des parts.

Renseignements sur le comité de vérification

Le comité de vérification aide les fiduciaires à s'acquitter de leurs responsabilités concernant la surveillance et la supervision des pratiques et méthodes comptables et de communication de l'information financière du Fonds, la pertinence des contrôles et méthodes comptables internes ainsi que la qualité et l'intégrité des états financiers du Fonds. En outre, ce comité est chargé de demander aux vérificateurs d'examiner certaines questions et de choisir les vérificateurs indépendants qui seront éventuellement nommés par les porteurs de parts.

Charte du comité de vérification

La charte du comité de vérification, approuvée le 12 avril 2006 et amendée le 5 novembre 2007, est présentée à l'annexe A de la présente notice annuelle.

Composition du comité de vérification

Le comité de vérification est composé des trois membres suivants : L.G. Serge Gadbois, Georges Kobrynsky et Hebert Lukofsky. Chaque membre du comité de vérification est indépendant du Fonds et de Supremex et possède les compétences financières requises conformément au *Règlement 52-110 sur le comité de vérification*.

Formation et expérience pertinentes des membres du comité de vérification

Outre une expérience professionnelle générale, chaque membre du comité de vérification a une formation et de l'expérience qui sont pertinentes aux responsabilités dont il doit s'acquitter en tant que membre du comité de vérification :

- (i) L.G. Serge Gadbois est administrateur d'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. et de Cogeco Câble inc. Auparavant, il a occupé divers postes auprès de Metro Inc., comme ceux de premier vice-président, Finances de 1997 à février 2006 et de vice-président, Finances de 1985 à 1997. Auparavant, il a été contrôleur et directeur des services financiers du Conseil scolaire de l'Île de Montréal pendant huit ans. M. Gadbois est titulaire d'une maîtrise en administration des affaires de l'École des Hautes Études Commerciales et il est membre et Fellow de l'Ordre des comptables agréés du Québec.
- (ii) Georges Kobrynsky est premier vice-président, Investissements Produits forestiers de la Société générale de financement du Québec et fiduciaire du Fonds SFK Pâte. Auparavant, M. Kobrynsky a occupé divers postes de direction auprès de Domtar Inc. pendant 30 ans, comme ceux de premier vice-président, Groupe de la commercialisation des pâtes et papiers, groupe du marketing et des relations avec la clientèle de 2001 à 2005 et de premier vice-président, division des papiers de communication de 1995 à 2001. Il a également occupé un poste au ministère de l'Environnement du Canada de 1971 à 1975. M. Kobrynsky a terminé le programme de haute direction de l'Université de Western. Il est également titulaire d'une maîtrise en administration des affaires de l'Université McGill, d'un baccalauréat ès sciences de l'Université Laval et un baccalauréat ès arts de l'Université de Montréal.
- (iii) Herbert Lukofsky a été administrateur de diverses sociétés ouvertes et fermées, notamment Liquidation World Inc., Société de développement de Montréal, Solareh Inc., LaGran Inc., International Aqua Foods Inc., Hallmark Technologies Inc. et Inventronics Inc. Auparavant, M. Lukofsky était associé en fiscalité et chef du secteur de la fiscalité au bureau de Montréal de Arthur Andersen LLP de 1970 à 1984 et président de Lukofsky Lajoie et Associés, société de conseil aux entreprises se spécialisant dans les fusions et acquisitions, de 1984 à 1992. Il est titulaire d'un baccalauréat en commerce de l'Université Concordia et il a fait ses études de comptable agréé à l'Université McGill.

Honoraires de vérification

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. est le cabinet de vérificateurs du Fonds et de Supremex depuis octobre 2005. Les honoraires versés pour les exercices terminés les 31 décembre 2009 et 31 décembre 2008 à Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. et aux membres de son groupe se sont établis à 243 870 \$ et à 308 760 \$, respectivement.

Les honoraires versés à Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L et aux membres de son groupe en 2009 et en 2008 sont présentés en détail ci-après.

	Exercice terminé le 31 décembre 2009	Exercice terminé le 31 décembre 2008
Honoraires de vérification	160 000	190 000
Honoraires pour services liés à la vérification	75 000	103 500
Honoraires pour services fiscaux	2 200	8 650
Autres honoraires	6 670	6 610
	<hr/> 243 870	<hr/> 308 760

La nature de chaque catégorie d'honoraires est décrite ci-après.

Honoraires de vérification. Les honoraires de vérification ont été versés pour des services professionnels rendus relativement à la vérification des états financiers annuels du Fonds.

Honoraires pour services liés à la vérification. Les honoraires pour services liés à la vérification ont été versés pour des services d'assurance et des services connexes qui sont raisonnablement liés à l'exécution de la vérification ou de l'examen des états financiers annuels et qui ne sont pas compris dans les honoraires de vérification décrits plus haut. Ces services comprenaient principalement des examens trimestriels, des consultations au sujet de la comptabilité et la vérification des régimes de retraite.

Honoraires pour services fiscaux. Les honoraires pour services fiscaux ont été versés pour l'examen des déclarations de revenus.

Autres honoraires. Les autres honoraires indiqués dans le tableau sous le poste « Autres honoraires » ont été versés à l'égard de produits et services autres que les services visés par les honoraires de vérification, les honoraires pour services liés à la vérification et les honoraires pour services fiscaux décrits plus haut. Ces services ont consisté principalement en, des services fiscaux connexes et des services de traduction.

INTERDICTION D'OPÉRATIONS, FAILLITES, AMENDES OU SANCTIONS

Interdictions d'opérations ou faillites

À la connaissance du Fonds et de Supremex, aucun fiduciaire du Fonds ni aucun administrateur ou haut dirigeant de Supremex n'est, ni n'a été au cours des dix dernières années, administrateur ou haut dirigeant d'une société qui, pendant qu'il exerçait ces fonctions : a) a fait l'objet d'une interdiction d'opérations ou d'une ordonnance semblable ou s'est vu refuser le droit de se prévaloir de toute dispense prévue par la législation en valeurs mobilières pendant plus de 30 jours consécutifs, b) après qu'il a cessé d'exercer ces fonctions d'administrateur ou de haut dirigeant, a fait l'objet d'une interdiction d'opérations ou d'une ordonnance semblable ou s'est vu refuser le droit de se prévaloir de toute dispense prévue par la législation en valeurs mobilières pendant plus de 30 jours consécutifs en raison d'un événement survenu pendant qu'il exerçait ces fonctions ou c) a, dans l'année suivant la cession de ces fonctions, fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivie par ses créanciers, conclu un concordat, un arrangement ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux, ou un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite a été nommé pour détenir ses biens, exception faite de :

- a. M. Gilles Cyr qui a été, de juin 2003 à novembre 2004, actionnaire et administrateur de Précis-Métal Inc., laquelle s'est placée sous la protection de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (Canada) en novembre 2004,

- b. M. L.G. Serge Gadbois qui, depuis mai 2006, était administrateur de Mecachrome International Inc., laquelle a demandé à la Cour supérieure du Québec de la placer sous la protection de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada) le 12 décembre 2008 et qui a obtenu une protection analogue des tribunaux pour ses filiales françaises aux termes d'une procédure de sauvegarde en France, et
- c. M^{me} Melinda Lee qui, de mai 2007 à octobre 2009, a été administratrice de Shermag Inc., laquelle a demandé à la Cour supérieure du Québec de la placer sous la protection de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada) le 5 mai 2008. Les actions ordinaires de Shermag Inc. ont été radiées de la cote de la Bourse de Toronto depuis le 1^{er} mai 2009 et Shermag Inc. fait l'objet d'une interdiction d'opérations sur titres depuis le 20 novembre 2009.

Amendes ou sanctions

À la connaissance du Fonds et de Supremex, aucun fiduciaire, aucun fiduciaire de la Fiducie ni aucun administrateur ou membre de la haute direction de Supremex, (i) ne s'est vu imposer d'amendes ou de sanctions par un tribunal en vertu de la législation en valeurs mobilières ou par une autorité en valeurs mobilières, ou n'a conclu d'entente de règlement avec une autorité en valeurs mobilières ou (ii) ne s'est vu imposer aucune autre amende ou sanction par un tribunal ou un organisme de réglementation qui serait susceptible d'être considérée comme importante par un investisseur raisonnable lorsqu'il prend une décision en matière de placement.

Faillites personnelles

À la connaissance du Fonds et de Supremex, aucun fiduciaire, aucun fiduciaire de la Fiducie ni aucun administrateur ou membre de la haute direction de Supremex n'a, au cours des dix derniers exercices, fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivi par ses créanciers, conclu un concordat ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux, pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat ou un compromis avec eux, et aucun séquestre, séquestre-gérant ou syndic de faillite n'a été nommé pour détenir les biens de l'administrateur ou du membre de la haute direction.

MARCHÉ POUR LES TITRES

Les parts du Fonds sont affichées aux fins de négociation à la cote de la TSX sous le symbole « SXP.UN ».

COURS ET VOLUME

Le tableau suivant indique la fourchette mensuelle des cours extrêmes d'une part, le volume mensuel total et le volume quotidien moyen des parts négociées à la TSX de janvier à décembre 2009 inclusivement.

2008 Mois	Cours haut mensuel par part (\$)	Cours bas mensuel par part (\$)	Volume mensuel total des opérations sur les parts
Janvier	3,06	2,80	527 685
Février	2,92	2,42	324 319
Mars	2,45	2,00	3 520 892
Avril	2,89	1,98	460 896
Mai	3,14	2,43	638 542
Juin	2,99	2,12	1 069 913
Juillet	2,45	2,15	660 509
Août	2,81	2,36	782 289
Septembre	2,65	2,43	671 226
Octobre	3,10	2,48	1 521 809
Novembre	3,07	2,78	1 935 087
Décembre	2,73	2,41	1 752 112

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

L'agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres relativement aux parts est Services aux investisseurs Computershare Inc. à son bureau principal de Montréal, Québec.

TITRES ENTIÉRCÉS

Le tableau suivant présente le nombre de parts du Fonds détenues, à notre connaissance, en mains tierces, et le pourcentage de parts en circulation que représente ce nombre.

<u>Titres entiercés</u>	<u>Nombre de parts détenues en mains tierces⁽¹⁾</u>	<u>Pourcentage de la catégorie</u>
Parts	591 939	2,0 %

(1) Société de fiducie Computershare du Canada agit à titre d'agent d'entiercement. Dans le cadre de l'acquisition de Supremex par le Fonds, 2 364 228 parts évaluées à 23 642 280 \$ ont été émises aux employés de la direction de Supremex pour une contrepartie en espèces de 23 642 \$ afin de modifier le régime d'intéressement existant de la direction. Ces parts sont détenues en mains tierces et libérées comme suit : 50 % l'ont été le 1^{er} avril 2008, 25 % l'ont été le 1^{er} avril 2009 et 25 % le seront le 1^{er} avril 2010, sous réserve de leur libération antérieure dans certaines circonstances ou de leur vente à Supremex pour une contrepartie symbolique de 0,01 \$ par part en cas de départ volontaire de l'employé ou de son congédiement par Supremex pour motif valable avant l'expiration de la période d'entiercement de quatre ans. La valeur initiale des parts, déduction faite de la contrepartie en espèces reçue, est comptabilisée comme rémunération différée et comme frais liés à la rémunération au cours de la période d'acquisition.

CONFLITS D'INTÉRÊTS

Sauf ce qui est présenté ci-après et ailleurs dans les présentes, aucun fiduciaire du Fonds, aucun administrateur ou membre de la haute direction de Supremex, aucun initié de Supremex ni aucun membre du même groupe qu'eux ni aucune personne ayant des liens avec l'un d'eux n'a un intérêt important, direct ou indirect, dans une opération importante depuis le début du dernier exercice du Fonds.

FACTEURS DE RISQUE

Les résultats d'exploitation, les perspectives d'affaires et la situation financière de Supremex sont soumis à un certain nombre de risques et d'incertitudes, et subissent l'incidence d'un certain nombre de facteurs qui échappent au contrôle de la direction de Supremex.

Déclin de la consommation d'enveloppes

Les activités de fabrication de Supremex dépendent fortement de la demande d'enveloppes pour le courrier. Supremex pourrait devoir faire concurrence à des produits substitués, ce qui aurait un effet sur la demande pour ses produits. L'utilisation d'Internet et d'autres médias électroniques ne cesse d'augmenter. Les consommateurs s'en servent pour acheter des produits et des services, mais aussi à d'autres fins, par exemple, pour régler des factures de services publics et de cartes de crédit. Les annonceurs ont recours à Internet et aux médias électroniques pour des campagnes à l'intention de groupes particuliers d'utilisateurs. Les entreprises de toute taille font aussi appel à l'électronique pour exercer leurs activités, envoyer des factures et percevoir les sommes qui leur sont dues. On s'attend donc à une baisse de la demande des entreprises pour des enveloppes et d'autres documents imprimés dans l'avenir.

En Amérique du Nord, on ne s'attend à aucune croissance dans un avenir prévisible dans les secteurs des enveloppes et de la livraison postale, en raison d'un déclin graduel et généralisé de l'utilisation des produits conventionnels à base de papier. Les activités de Supremex dépendent du courrier commercial et de la publicité directe. Le volume de courrier commercial semble avoir diminué depuis quelques années, en partie à cause de l'emploi accru de moyens de communication et de transfert de l'information non conventionnels comme la télécopie, le courrier électronique et Internet. Bien que la direction croie que la réduction du volume d'enveloppes employées en publicité directe observée en 2009 était surtout attribuable aux conditions économiques, rien ne garantit que le secteur de la publicité directe connaîtra le même volume de ventes qu'avant la dernière crise économique et qu'il compensera la baisse du courrier commercial. C'est pourquoi rien ne garantit que Supremex pourra augmenter ses ventes, ni même les maintenir à leur niveau passé.

Supremex ne conclut généralement pas de contrats écrits à long terme avec ses clients. Il est donc toujours possible que l'un d'eux puisse mettre fin à sa relation avec Supremex sans avoir à en donner préavis ni à subir de pénalité. D'autre part, même si un client décide de continuer de faire affaire avec Supremex, rien ne garantit que ses commandes resteront de la même ampleur et seront soumises aux mêmes conditions. La base de clients de Supremex est bien diversifiée et aucun d'entre eux ne représente plus de 9 % des ventes, réduisant ainsi la dépendance envers un seul client.

L'industrie dans laquelle le Fonds évolue nécessite l'emploi de grandes quantités de papier dans ses activités quotidiennes. Comme le marché se soucie de plus en plus de la protection de l'environnement et du développement durable, on demande de plus en plus que les produits et services de Supremex soient favorables à l'environnement. Par exemple, le souci environnemental pourrait modifier les habitudes des consommateurs, et de nouvelles lois pourraient forcer le Fonds à utiliser des matériaux favorables à l'environnement, mais plus coûteux dans son processus de production. Dans le but de réduire ce risque, le Fonds s'efforce de se positionner à l'avant-plan de l'industrie par son engagement en faveur de l'environnement et collabore avec ses fournisseurs pour trouver constamment de nouveaux moyens de réduire ses effets sur l'environnement. Supremex est aussi un chef de file dans le marché canadien de l'enveloppe en ce qui a trait à la commercialisation de matériaux favorables à l'environnement, comme des feuilles de papier recyclées à 100 %.

Cycles économiques

Un risque important auquel Supremex fait face et qu'il ne peut contrôler est celui lié aux cycles économiques. Dans une économie faible ou lors d'une récession comme celle que nous avons subie au cours des dix-huit derniers mois, la publicité directe est le secteur du marché de Supremex qui est le plus touché. Il y a une relation directe entre la croissance du PIB et le niveau des ventes de publicité directe. En raison de la conjoncture des dix-huit derniers mois, nous avons subi une baisse importante du volume des ventes de publicité directe. Pour Supremex, cette incidence est partiellement atténuée, puisque la publicité directe représente environ 20 % du volume de ventes annuel de Supremex. Pour ce qui est du courrier commercial, qui représente environ 50 % du volume de ventes annuel de Supremex, les cycles économiques ont eu une incidence moindre sur le volume des ventes de publicité directe, puisque les entreprises continuent d'envoyer leurs factures à leurs clients par la poste et la pénétration du marché de la facturation électronique est très faible dans ce segment du marché. Depuis plusieurs années, le volume de courriel commercial subit une baisse de 1 % à 4 % par année. Le Fonds est un chef de file dans son marché et possède une base de clients bien diversifiée et entretient des relations à long terme avec de nombreux clients importants.

Concurrence

En dépit de la position de chef de file de Supremex sur le marché canadien, l'entrée de nouveaux concurrents sur le marché canadien des enveloppes pourrait avoir une incidence sur les marges et les ventes. La force du dollar canadien par rapport au dollar américain a incité des concurrents américains à augmenter leur présence sur le marché canadien au cours des deux dernières années. Les grands manufacturiers d'enveloppes américains utilisent leur capacité excédentaire pour pénétrer le marché canadien. Tant que le marché américain demeure faible, ce que nous prévoyons tout au long de 2010, nous subirons des pressions sur les prix sur le marché canadien. Cette tendance a augmenté depuis avril 2008, qui coïncide avec la fin de l'entente de non-sollicitation avec Cenveo. À l'automne 2008, le dollar canadien a baissé d'environ 25 %, diminuant la pression sur le marché canadien. Depuis, le dollar a repris de la valeur et se transige presque à parité avec la devise américaine, ce qui crée de la pression sur les prix de vente au Canada. Par contre, les frais de transport ainsi que l'efficacité de la livraison sont des facteurs pouvant limiter la capacité de répondre à distance aux besoins de clients ayant des volumes de ventes importants.

Dans le marché actuel, les fabricants d'enveloppes canadiens sont fortement concurrentiels en matière de prix afin de générer de nouvelles ventes pour remplacer celles perdues. Étant donné l'importance de la part de marché canadien détenue par Supremex, la majorité des nouveaux clients de nos compétiteurs provient de clients de Supremex.

Pour réduire ce risque, le Fonds continue de mettre l'accent sur ses programmes d'amélioration continue, sur ses initiatives de réduction des coûts et sur le développement de produits et services à valeur ajoutée pour compléter ses activités de base existantes. Il est toujours convaincu de la valeur d'offrir un service dans tous les principaux marchés du Canada et d'y être présent.

Taux de change

Une partie des produits d'exploitation de Supremex est générée en dollars américains et une partie importante des charges de Supremex, notamment une partie des coûts du papier et d'autres matières premières ainsi que certains investissements en capital, sont engagées en dollars américains. En outre, Supremex tire une partie de ses produits d'exploitation de ventes réalisées en dollars canadiens à certains clients pour qui le prix de vente est sensible à la concurrence américaine.

L'exposition nette au dollar américain a augmenté au cours des deux dernières années, étant donné que les produits tirés des ventes aux États-Unis représentent 7,6 % des produits consolidés de l'exercice 2009, en baisse comparativement à 10,1 % en 2008, par suite de la baisse du volume de vente. D'autre part, les achats faits en dollars américains ont augmenté au cours des deux dernières années, puisque la plupart de nos fournisseurs importants sont maintenant établis aux États-Unis.

Disponibilité des capitaux

En 2009, le Fonds a conclu le refinancement de ses facilités de crédit totalisant 110 millions de dollars, consistant en une facilité de crédit renouvelable de 35 millions de dollars et d'une facilité de crédit à terme de 75 millions de dollars. Ces facilités de crédit viennent à échéance le 4 janvier 2012. Bien que le Fonds ait effectué son refinancement au cours d'une crise économique, rien ne garantit que des fonds supplémentaires seront disponibles dans le futur et que s'ils peuvent l'être, qu'ils lui soient fournis dans des délais et selon des conditions acceptables pour le Fonds. Le 18 janvier 2010, le conseil des fiduciaires a jugé prudent de réduire la distribution mensuelle de 0,05 \$ la part à 0,01 \$ la part à compter du mois de janvier 2010 afin de réduire la dette du Fonds, de conserver des liquidités et de veiller à la souplesse continue des capitaux propres.

Les acquisitions envisagées par le Fonds nécessiteront un financement supplémentaire. La crise mondiale qui secoue les marchés des capitaux et le ralentissement économique mondial pourraient s'aggraver davantage, ce qui aurait pour effet de compromettre la capacité du Fonds de remplir les exigences liées aux instruments de financement qu'elle utilisera dans l'avenir, d'augmenter le coût moyen pondéré de ses capitaux, et de causer d'autres hausses de coûts de parties contractantes touchées elles aussi par des problèmes de liquidités et une augmentation des coûts des capitaux. Par conséquent, des facteurs de risque tels que des turbulences sur les marchés financiers pourraient réduire le montant de capital disponible pour le Fonds ou accroître le coût de ce capital. Il ne peut y avoir aucune garantie que des fonds additionnels puissent être mis à la disposition du Fonds, ou s'ils peuvent l'être, qu'ils lui soient fournis dans des délais et selon des conditions acceptables pour le Fonds. Le fait de ne pas obtenir ce financement additionnel, en temps voulu et au besoin, pourrait avoir une incidence négative importante sur la croissance future du Fonds au moyen des acquisitions. Ce risque est toutefois atténué par le fait que le Fonds a une solide situation financière et que ses activités génèrent des flux de trésorerie considérables.

Hausses du coût des matières premières

Le papier, le matériel à fenêtre, l'encre et les adhésifs sont les principales matières premières utilisées par le Fonds. Les fluctuations de prix des matières premières et de l'énergie ont des effets sur nos activités.

Notons d'abord que le rétrécissement actuel du marché du papier entraîné par les fermetures de papeteries a causé une diminution de l'approvisionnement en papier, ce qui pourrait entraîner des augmentations de prix du papier comme celle annoncée à l'automne 2009. Bien que le Fonds transfère habituellement les coûts du papier aux clients, l'augmentation du prix du papier peut avoir un effet négatif sur nos activités si elle entraîne une modification des habitudes d'achats de nos clients, particulièrement dans les conditions économiques actuelles. De plus, l'augmentation du prix du papier a un effet négatif sur la rentabilité de Supremex si l'augmentation ne peut être transférée aux clients. Dans le but de réduire ce risque, le Fonds ne dépend pas d'un seul fournisseur et est généralement discipliné dans le transfert à ses clients de toute augmentation de coût de matières premières.

Deuxièmement, les fluctuations du prix du pétrole, une composante clé du matériel à fenêtre, de l'encre et de l'adhésif, ont un effet direct sur leur prix. Une augmentation du prix du pétrole peut avoir un effet négatif sur nos activités si elle entraîne une modification des habitudes d'achats de nos clients.

Crédit

Le Fonds est exposé au risque de crédit relativement à ses débiteurs. Pour limiter ce risque, le Fonds analyse et révisé de façon continue la situation financière de sa clientèle actuelle. Une limite de crédit spécifique par client est établie et révisée régulièrement par le Fonds. En raison de la diversification de sa clientèle et de sa couverture géographique, le Fonds est protégé contre une concentration du risque de crédit. Aucun client ne représente plus de 9 % des débiteurs consolidés. La clientèle de Supremex est bien diversifiée et comprend de grands clients nationaux comme des sociétés canadiennes importantes, de revendeurs nationaux et des organismes publics, de même que des marchands de papier et des fournisseurs de processus et de solutions. Historiquement, le niveau de créances douteuses a toujours été bas vu la nature des clients. Au 31 décembre 2009, l'exposition maximale au risque de crédit relativement aux débiteurs correspond à leur valeur comptable.

Régimes de retraite

La capitalisation des régimes de retraite est calculée selon des estimations actuarielles et soumise aux restrictions découlant des règlements fiscaux et autres règlements pertinents. Les estimations actuarielles effectuées durant l'exercice tiennent compte d'hypothèses relatives aux prévisions salariales jusqu'à la retraite et du taux de rendement présumé à long terme des actifs des régimes. Les obligations au titre des prestations constituées, la juste valeur des actifs des régimes et la composition des actifs des régimes sont mesurées à la date des états financiers annuels. L'évaluation actuarielle la plus récente d'un régime de retraite aux fins de capitalisation a été effectuée en date du 31 décembre 2008 et montre que le régime de retraite est en position de déficit. L'évaluation actuarielle la plus récente pour les 2 autres régimes de retraite aux fins de capitalisation a été effectuée en date du 31 décembre 2006 pour lesquels la prochaine évaluation actuarielle doit être effectuée en date du 31 décembre 2009.

Le rapport d'évaluation actuarielle détermine le montant des contributions monétaires que le Fonds doit verser dans les régimes de retraite enregistrés. Les derniers rapports d'évaluation actuarielle montrent que les régimes de retraite enregistrés sont en position de surplus, ce qui ne sera pas le cas au 31 décembre 2009. Étant donné que les actifs des régimes de retraite consistent en un amalgame d'obligations et d'actions, les remous qui ont récemment secoué les marchés ont réduit la valeur marchande des actifs des caisses de retraite. Cette réduction du niveau d'actifs de caisses de retraite obligera vraisemblablement le Fonds à augmenter davantage ses contributions monétaires. En raison de la volatilité des marchés en 2008 et 2009 et des taux d'intérêt faibles, nous prévoyons, à la fin de 2009, un déficit des régimes de retraite situé entre 10 et 15 millions de dollars. Par suite des nouvelles propositions législatives fédérales et provinciales, la période de remboursement de déficit sera augmentée de 5 à 10 ans, représentant une contribution annuelle additionnelle aux régimes de retraite pouvant atteindre 2 millions de dollars par année. Le Fonds possède une flexibilité financière engendrée par les flux de trésorerie d'exploitation générés lui permettant de payer cette contribution annuelle additionnelle.

Services postaux

Comme la plupart des enveloppes utilisées au Canada et aux États-Unis servent au courrier, une grève ou quelque autre arrêt de travail des employés de la poste syndiqués se traduiraient en fait par une suspension temporaire des envois postaux de la plupart des clients de Supremex, et cela pourrait avoir un effet défavorable important sur Supremex.

Notons également que les tarifs postaux ont une influence considérable sur l'utilisation des enveloppes; une augmentation de ces tarifs, comparativement à ceux des autres modes de livraison ou de publicité, pourrait entraîner une diminution du courrier à livrer. Rien ne garantit qu'une hausse future des tarifs postaux n'aura aucune incidence défavorable sur le volume des envois et sur le nombre d'enveloppes achetées. Postes Canada a renouvelé sa convention collective avec la majorité de ses employés l'année dernière, réduisant ainsi le risque de grève.

Enfin, il est de plus en plus question d'une loi de type « Do-not-mail » aux États-Unis qui toucherait l'industrie du marketing direct. Le Fonds ne croit pas qu'une telle loi puisse être adoptée par le Congrès, puisqu'elle aurait un effet néfaste sur les services postaux américains, USPS étant le plus grand employeur du pays. Des lois de type « Do-not-mail » sont proposées au niveau des états. En 2008, de tels projets de loi ont été déposés dans certains États, mais aucun n'a été adopté. Cela étant dit, si de telles lois étaient adoptées, elles auraient un effet négatif sur le volume de ventes du Fonds.

Taux d'intérêt

Le Fonds est exposé aux risques du marché liés aux fluctuations des taux d'intérêt. À la fin de l'exercice 2009, la portion à taux variable de la dette à long terme du Fonds représentait 20 % de la dette totale, alors que la portion à taux fixe en représentait 80 %, considérant le swap de taux d'intérêt. La portion à taux variable de la dette à long terme a augmenté en 2007 et 2008 à la suite de deux acquisitions et des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités, mais a diminué en 2009 surtout en raison de la baisse de la distribution depuis janvier 2009. La dette à taux variable porte intérêt à des taux fondés sur les taux des acceptations bancaires. Le Fonds prend part à un swap de taux d'intérêt sur sa facilité de crédit à terme de 75 millions de dollars pour réduire ce risque. Ce swap convertit le taux d'intérêt variable basé sur les taux des acceptations bancaires en un taux fixe moyen de 4,817 % jusqu'au 31 mars 2010, excluant la majoration applicable qui était de 425 points de base au 31 décembre 2009. Par suite du renouvellement de ses facilités de crédit, le Fonds évalue présentement les conditions pour un nouveau swap après le 31 mars 2010.

Dans le but de réduire ce risque, le Fonds s'efforce de maintenir une combinaison adéquate de dettes à taux fixes et à taux variables.

La banque du Canada a réduit ses taux depuis le deuxième trimestre de 2008. Le Fonds bénéficie en partie de ces réductions qui allègent le coût de sa dette à taux variable. Le Fonds croit que les taux d'intérêt canadiens ne changeront pas en 2010.

Litiges

Supremex, comme d'autres sociétés de fabrication et de ventes, s'expose aux responsabilités éventuelles liées à ses activités, y compris aux frais occasionnés par un vice de produit ou un retard de livraison ou par un manque de fiabilité ou un mauvais rendement. Supremex est, de temps à autre, poursuivie ou menacée d'être poursuivie en justice, notamment pour responsabilité du fait du produit, préjudice personnel, inexécution de contrat, perte de profits ou autres réclamations en dommages-intérêts indirects, dans le cours normal de ses activités. Une lourde condamnation contre Supremex, l'imposition d'une amende ou d'une pénalité substantielle en raison d'une contravention aux lois ou règlements, ou une série de poursuites en cas de réclamations multiples pourraient toucher défavorablement les activités de Supremex, sa situation financière, ses résultats d'exploitation et son encaisse disponible aux fins de distribution.

Une des sociétés absorbées par Supremex pourrait faire l'objet d'une enquête future du Bureau de la concurrence à propos d'un système présumé de prix imposés en contravention avec l'article 61 de la *Loi sur la concurrence*, et la direction croit comprendre que Supremex pourrait faire l'objet d'une autre enquête de la part du Bureau de la concurrence concernant des activités de fixation des prix ou de partage du marché relativement à la vente d'enveloppes, en contravention avec l'article 45 de la *Loi sur la concurrence*.

Si Supremex est trouvée coupable d'avoir appliqué un système présumé de prix imposés en contravention avec l'article 61 de la *Loi sur la concurrence*, ou encore de fixation des prix ou de partage du marché en contravention avec l'article 45 de la *Loi sur la concurrence*, les amendes et la publicité négative qui en découleraient pourraient être importantes et toucher défavorablement les activités de Supremex, ses résultats d'exploitation et sa situation financière ainsi que son encaisse disponible aux fins de distribution. En outre, Supremex pourrait faire l'objet de recours collectifs dans ces circonstances.

CONTRATS IMPORTANTS

Les seuls contrats importants qui ont été conclus par le Fonds ou ses filiales avant (et qui sont toujours en vigueur) ou au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2009, autres que ceux conclus dans le cours ordinaire des affaires, sont les suivants :

- la convention de crédit modifiée et mise à jour
- la déclaration de fiducie du Fonds
- l'acte relatif aux billets

Chacun de ces documents se trouve sur le site www.sedar.com.

EXPERTS INTÉRESSÉS

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. sont les vérificateurs du Fonds et ont déclaré être indépendants du Fonds au sens des règles de conduite professionnelle de l'Ordre des comptables agréés du Québec.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

D'autres renseignements sur le Fonds se trouvent sur le site Web de SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

La circulaire de sollicitation de procurations du Fonds relativement à l'assemblée annuelle des porteurs de parts du Fonds contiendra des renseignements supplémentaires, notamment la rémunération des fiduciaires, des administrateurs et des dirigeants ainsi que les prêts qui leur ont été consentis, les principaux porteurs des titres du Fonds et les titres pouvant être émis aux termes des régimes de rémunération à base de titres. De l'information financière supplémentaire est présentée dans les états financiers et dans le rapport de gestion du Fonds pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009.

Le Fonds enverra à toute personne ou société qui en fait la demande auprès du secrétaire de Supremex, 7213, rue Cordner, LaSalle (Québec) H8N 2J7, les documents décrits ci-après :

- a) lorsque le Fonds fait un placement de titres aux termes d'un prospectus simplifié ou a déposé un prospectus simplifié provisoire à l'égard d'un placement de titres proposé :
 - (i) un exemplaire de la dernière notice annuelle du Fonds, ainsi qu'un exemplaire de tout document ou des pages pertinentes de tout document, qui y sont intégrés par renvoi;
 - (ii) un exemplaire des états financiers consolidés comparatifs du Fonds pour le dernier exercice terminé à l'égard duquel des états financiers ont été déposés, ainsi que le rapport des vérificateurs s'y rapportant, et un exemplaire des états financiers intermédiaires de Supremex pour toute période suivant son dernier exercice terminé;
 - (iii) un exemplaire de la circulaire de sollicitation de procurations du Fonds à l'égard de la dernière assemblée annuelle des porteurs de parts qui comportait l'élection d'administrateurs ou un exemplaire des documents annuels déposés au lieu de cette circulaire de sollicitation de procurations, s'il y a lieu;
 - (iv) un exemplaire de tout autre document qui est intégré par renvoi dans le prospectus simplifié provisoire ou le prospectus simplifié et qu'il n'est pas nécessaire de fournir aux termes des points (i) à (iii); ou
- b) à tout autre moment, le Fonds fournira à toute personne ou société un exemplaire des documents mentionnés aux points a)(i), (ii) et (iii) ci-dessus, à la condition que Supremex puisse exiger des frais raisonnables si la demande provient d'une personne ou d'une société qui n'est pas un porteur de titres du Fonds.

GLOSSAIRE

« **acte relatif aux billets** » L'acte relatif aux billets intervenu à la clôture entre Supremex et Services aux investisseurs Computershare inc., à titre de fiduciaire aux termes de cet acte, et aux termes duquel Supremex a émis les billets.

« **actions** » Les actions ordinaires de Supremex.

« **activités** » ou « **entreprise** » Les activités de fabrication d'enveloppes et de produits connexes menées avant la clôture du premier appel public à l'épargne par Supremex Inc. et ses filiales en propriété exclusive, PNG Products Inc. et Enveloppe Innova Inc.

« **administrateurs** » Les administrateurs de Supremex.

« **billets** » Collectivement, les billets de série 1 et de série 2 émis par Supremex, conformément à l'acte relatif aux billets.

« **billets de série 1** » Les billets de série 1 de Supremex émis conformément à l'acte relatif aux billets.

« **billets de série 2** » Les billets de série 2 de Supremex émis conformément à l'acte relatif aux billets.

« **CDS** » La Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitée.

« **Cenveo Depew** » L'unité d'exploitation située à Buffalo, New York, qui a été nommée « Buffalo Envelope » à la clôture de l'acquisition.

« **contrat d'acquisition** » Le contrat d'acquisition daté du 31 mars 2006 conclu entre le Fonds, le vendeur et Cenveo.

« **convention de crédit modifiée et mise à jour** » La convention de crédit modifiée et mise à jour, qui inclut la facilité de crédit renouvelable et la facilité de crédit à terme, conclue par Supremex le 1^{er} décembre 2009.

« **date de clôture** » La date de clôture du premier appel public à l'épargne.

« **déclaration de fiducie du Fonds** » La déclaration de fiducie du Fonds datée du 10 février 2006, en sa version modifiée et mise à jour, et intervenue entre le fiduciaire et le constituant et régie par les lois du Québec, aux termes de laquelle le Fonds a été établi, dans sa version éventuellement modifiée, complétée ou mise à jour.

« **direction** » La direction de Supremex.

« **encaisse distribuable** » A le sens qui lui est attribué à la rubrique « Définition du BAIIA et de l'encaisse distribuable ».

« **États-Unis** » Les États-Unis d'Amérique.

« **fiduciaire des billets** » Services aux investisseurs Computershare inc.

« **fiduciaires** » Les fiduciaires du Fonds, nommés de temps à autre.

« **Fonds** » Le Fonds de revenu Supremex, fiducie sans personnalité morale à capital variable, établie aux termes de la déclaration de fiducie du Fonds sous le régime des lois du Québec.

« **jour ouvrable** » Un jour, qui n'est pas un samedi, un dimanche ou un jour férié, où les banques sont généralement ouvertes à Montréal (Québec) pour les opérations bancaires.

« **LCSA** » La *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

« **limite mensuelle** » A le sens qui lui est attribué à la rubrique « Description du Fonds — Droit de rachat au gré des porteurs de parts ».

« **LIR** » La *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et son règlement d'application, en leur version modifiée.

« **Loi sur la concurrence** » La *Loi sur la concurrence* du Canada.

« **lois environnementales** » A le sens qui lui est attribué à la rubrique « **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** — Réglementation environnementale ».

« **parts** » Les parts de fiducie du Fonds.

« **personne** » Personne physique ou morale, société de personnes, fiducie, État ou organisme d'État, tout regroupement non doté de la personnalité morale ou association.

« **porteur de part** » ou « **porteurs de parts** » Les porteurs de parts du Fonds, et s'entend, tant que les parts sont inscrites dans le système d'inscription en compte seulement, des propriétaires véritables de parts.

« **premier appel public à l'épargne** » Le placement de 17 500 000 parts émises et vendues par le Fonds le 31 mars 2006 aux termes du prospectus daté du 17 mars 2006.

« **preneurs fermes** » Valeurs Mobilières TD inc., Marchés mondiaux CIBC Inc., BMO Nesbitt Burns Inc., Valeurs mobilières Desjardins inc., Financière Banque Nationale inc., Scotia Capitaux Inc., La Corporation Canaccord Capital et Marchés des capitaux Genuity S.E.N.C.

« **prix de rachat** » A le sens qui lui est attribué à la rubrique « Description du Fonds — Droit de rachat au gré des porteurs de parts ».

« **prix de rachat en nature** » A le sens qui lui est attribué à la rubrique « Description du Fonds — Droit de rachat au gré des porteurs de parts ».

« **régimes visés** » Collectivement, les régimes enregistrés d'épargne-retraite, les fonds enregistrés de revenu de retraite, les régimes de participation différée aux bénéficiaires et les régimes enregistrés d'épargne-études.

« **résolution ordinaire** » Résolution adoptée à la majorité des voix des porteurs de parts émises et en circulation au moment en cause, ayant voté à l'égard de cette résolution à une assemblée des porteurs de parts à laquelle le quorum est atteint, ou résolution ou document signé par le ou les porteurs de la totalité des parts émises et en circulation au moment en cause habiles à voter à l'égard de cette résolution.

« **résolution spéciale** » Résolution adoptée aux deux tiers au moins des voix des porteurs de parts émises et en circulation au moment en cause, ayant voté à l'égard de cette résolution à une assemblée des porteurs de parts à laquelle le quorum est atteint, ou résolution ou document signé par les porteurs de la totalité des parts émises et en circulation au moment en cause habiles à voter à l'égard de cette résolution.

« **sociétés de personnes non canadiennes** » Sociétés de personnes qui ne sont pas des « sociétés de personnes canadiennes » au sens de la LIR.

« **Supremex** » Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne s'y oppose, désigne collectivement le Fonds et Supremex Inc., leurs filiales respectives et les autres entités dont elles ont le contrôle.

« **TCAC** » Taux de croissance annuel composé.

« **TSX** » La Bourse de Toronto.

« **vendeur** » Cenveo Corporation.

Le singulier comprend le pluriel, et vice versa, et le masculin comprend le féminin.

ANNEXE A

CHARTRE DU COMITÉ DE VÉRIFICATION (le « comité »)

Rubrique 1 Rôle et objet

Le comité de vérification (parfois appelé aux présentes le « comité ») est un comité du conseil de Supremex Inc. (la « Société ») et du conseil des fiduciaires du Fonds de revenu Supremex (le « Fonds »). La principale tâche du comité de vérification consiste à aider les membres du conseil et les fiduciaires à accomplir leurs fonctions :

- a) en recommandant au conseil la nomination et la rémunération des vérificateurs externes;
- b) en surveillant le travail des vérificateurs externes, y compris la résolution de désaccords entre les vérificateurs externes et la direction;
- c) en approuvant au préalable tous les services non liés à la vérification (ou en déléguant cette approbation préalable dans la mesure permise par la loi) que les vérificateurs externes doivent rendre au Fonds ou à ses filiales;
- d) en examinant les états financiers intermédiaires et annuels, le rapport de gestion s'y rapportant et les communiqués de presse sur les bénéfices intermédiaires et annuels avant que cette information ne soit publiée et en recommandant l'approbation;
- e) en ayant la certitude que des procédures adéquates sont en place pour examiner la communication faite au public de l'information financière du Fonds extraite ou dérivée de ses états financiers, autre que l'information prévue au point d) ci-dessus, y compris l'évaluation périodique de l'adéquation de ces procédures;
- f) en examinant et en approuvant l'embauche proposée des associés et des salariés, anciens ou actuels, des vérificateurs actuels ou anciens du Fonds ou de ses filiales.

Le comité de vérification devrait s'acquitter de ces responsabilités principalement en effectuant les tâches décrites dans la présente chartre. Toutefois, l'obligation de dresser les états financiers, de planifier et d'effectuer les vérifications, de déterminer si les états financiers sont complets, exacts et conformes aux principes comptables généralement reconnus au Canada (les « PCGR »), de mener des enquêtes et de s'assurer de la conformité aux lois et aux règlements ou aux politiques, procédures et contrôles internes du Fonds ou de la Société n'incombe pas au comité mais à la direction et, dans certains cas, aux vérificateurs externes, s'il y a lieu.

Rubrique 2 Composition du comité et réunions

- 1) Le comité de vérification doit être constitué comme le prévoit le Règlement 52-110, dans sa version éventuellement modifiée (le « Règlement 52-110 »).
- 2) Le comité devrait être composé des membres choisis par le conseil, qui doivent tous être des administrateurs indépendants (au sens du Règlement 52-110) et ne pas avoir de relation dont le conseil pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'elle nuise à l'indépendance du jugement d'un membre du comité.
- 3) Tous les membres du comité doivent (sauf dans la mesure permise par le Règlement 52-110) posséder des compétences financières (c'est-à-dire la capacité de lire et de comprendre un jeu d'états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées par les états financiers du Fonds).

- 4) Les membres du comité sont élus par le conseil tous les ans ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient dûment nommés. À moins que le président soit élu par l'ensemble du conseil, les membres du comité peuvent désigner un président parmi eux, qui doit être élu à la majorité des voix.
- 5) Tout membre du comité de vérification peut être destitué ou remplacé à tout moment par le conseil et cesse d'être membre du comité de vérification lorsqu'il cesse d'être fiduciaire. Le conseil peut combler un poste à pourvoir au comité de vérification en choisissant un de ses membres. S'il survient une vacance au sein du comité de vérification, les autres membres peuvent exercer tous leurs pouvoirs pour autant qu'il y ait quorum.
- 6) Le comité se réunit au moins quatre fois par année ou moins fréquemment si les circonstances l'exigent.
- 7) Le président du comité peut demander aux membres de la direction ou à d'autres personnes d'assister aux réunions et de fournir les renseignements pertinents au besoin. Afin de s'acquitter de leurs fonctions, les membres du comité doivent être en mesure de consulter tous les renseignements sur l'entreprise et autres renseignements qu'ils jugent appropriés et d'en discuter avec les employés de la direction, les dirigeants et les vérificateurs externes du Fonds et de la Société et avec les personnes qu'ils jugent appropriées, et de discuter également de toutes autres questions se rapportant à la situation financière du Fonds.
- 8) Afin d'encourager les communications ouvertes, le comité ou son président doit rencontrer au moins une fois par trimestre la direction et les vérificateurs externes au cours de séances distinctes pour discuter des questions dont le comité ou chacun de ces groupes préfère s'entretenir en privé. En outre, le comité ou son président doit rencontrer la direction tous les trimestres au sujet des états financiers intermédiaires du Fonds.
- 9) À toute réunion du comité, il y a quorum pour traiter les affaires lorsque la majorité des membres du comité sont présents ou un nombre plus élevé que le comité fixe par voie de résolution.
- 10) Le comité de vérification tient des réunions aux endroits que tout membre du comité peut déterminer sur préavis raisonnable à chacun des autres membres, qui doit être d'au moins 48 heures. Les membres du comité peuvent renoncer collectivement à la période de préavis. Le président du conseil et les vérificateurs externes, le président et chef de la direction et le vice-président, chef de la direction financière et secrétaire de la Société, peuvent demander à n'importe quel membre du comité de convoquer une réunion.
- 11) Le comité fixe les questions à débattre.

Rubrique 3 Activités

Outre les tâches décrites à la rubrique 1, le comité de vérification doit faire ce qui suit :

- 1) Examiner annuellement la présente charte et recommander de temps à autre au conseil les modifications qu'il considère pertinentes.
- 2) Examiner l'information concernant le comité de vérification qui doit publiée conformément au Règlement 52-110.
- 3) Examiner tous les ans, avec les vérificateurs externes, toutes les relations importantes qu'ils entretiennent avec le Fonds et la Société en vue d'évaluer leur indépendance et en discuter avec ceux-ci.
- 4) Examiner le rendement des vérificateurs externes ou la révocation proposée des vérificateurs externes lorsque les circonstances le justifient.
- 5) Consulter périodiquement les vérificateurs externes, sans la présence de la direction, au sujet des risques ou des expositions, des contrôles internes et autres mesures d'importance que la direction a pris pour contrôler ces risques, de l'exhaustivité et de l'exactitude des états financiers, y compris le caractère adéquat des

- contrôles internes pour relever tout paiement, toute opération ou toute procédure qui semble illégal ou irrégulier.
- 6) S'assurer que les vérificateurs externes sont disponibles lorsque le comité et le conseil ont besoin de leurs services.
 - 7) Examiner l'intégrité des processus d'information financière, tant internes qu'externes, en collaboration avec les vérificateurs externes.
 - 8) Évaluer le jugement que les vérificateurs externes portent sur la qualité, la transparence et la suffisance, et non seulement l'acceptabilité, des méthodes comptables et des pratiques en matière de communication de l'information financière du Fonds ou de la Société, qui s'appliquent à l'égard de son information financière, y compris le niveau de témérité ou de prudence de ses méthodes comptables et des estimations sous-jacentes, et si ces méthodes sont des pratiques courantes ou peu répandues.
 - 9) Examiner toutes les questions importantes touchant les bilans, les obligations conditionnelles importantes (notamment celles liées aux acquisitions ou aliénations importantes) et les opérations importantes entre des parties liées.
 - 10) Examiner les modifications importantes proposées concernant les pratiques et méthodes comptables du Fonds ou de la Société.
 - 11) Si cela est jugé approprié, établir des systèmes distincts de présentation de l'information au comité par la direction et par les vérificateurs externes.
 - 12) Examiner l'étendue des vérifications et des examens des vérificateurs externes et ainsi que leurs plans de vérification et d'examen. Le comité peut autoriser les vérificateurs externes à effectuer des examens ou des vérifications supplémentaires selon ce qu'il juge souhaitable.
 - 13) Revoir périodiquement l'utilité d'une fonction de vérification interne, s'il n'en existe pas.
 - 14) Après la vérification annuelle et, s'il y a lieu, après les examens trimestriels, examiner séparément avec la direction et les vérificateurs externes les changements importants devant être apportés aux procédures prévues, les problèmes éprouvés au cours de la vérification et, s'il y a lieu, au cours des examens, y compris les restrictions à l'étendue du travail ou à l'accès aux renseignements requis et la coopération des vérificateurs externes pendant la vérification et, s'il y a lieu, pendant les examens.
 - 15) Examiner avec les vérificateurs externes et la direction les résultats importants durant l'exercice et la mesure dans laquelle les modifications ou améliorations aux pratiques comptables et financières, approuvées par le comité, ont été mises en œuvre. Cet examen devrait être effectué à un moment opportun après la réalisation des modifications ou des améliorations, selon ce que le comité aura décidé.
 - 16) Examiner les activités, la structure organisationnelle et les compétences du chef de la direction financière et du personnel chargé de l'information financière et voir à ce que les questions de relève soient portées à l'attention du conseil.
 - 17) Examiner le programme de gestion du risque de la direction et les mesures prises pour traiter les risques ou les expositions importants de tout genre, y compris les couvertures d'assurance et la conformité fiscale.

- 18) Établir les procédures pour: la réception, le maintien et le traitement des plaintes reçues par le Fonds relativement à la comptabilité, les contrôles comptables internes ou de vérification, ainsi que le traitement réservé aux lettres confidentielles soumises par les employés du Fonds ou de la Corporation relativement à la comptabilité ou à la vérification en apparence douteuse.

Rubrique 4 Questions d'ordre général

- 1) Le comité est autorisé à retenir les services de conseillers, de comptables, de consultants et autres spécialistes indépendants (les « conseillers ») qu'il juge nécessaires pour s'acquitter de ses devoirs, et le comité est habilité à déterminer leur rémunération et à faire en sorte que le Fonds ou la Société leur verse cette rémunération.
- 2) Le comité est autorisé à communiquer directement avec les vérificateurs externes (et internes s'il y a lieu) comme bon lui semble.
- 3) S'il le juge approprié, le comité est autorisé à mener ou à autoriser une enquête sur toute question qui relève de son autorité et à effectuer toute autre tâche qu'il juge nécessaire ou appropriée.
- 4) Malgré le texte qui précède et sous réserve du droit applicable, le comité n'est pas responsable de dresser les états financiers, de planifier ou d'effectuer les vérifications internes ou externes ni de déterminer si les états financiers du Fonds ou de la Société sont complets, exacts et conformes aux principes comptables généralement reconnus, car ces tâches incombent à la direction et, dans certains cas, aux vérificateurs externes, selon le cas. Aucune disposition de la présente charte n'a pour but de faire en sorte que le comité soit responsable de la non-conformité du Fonds ou de la Société aux lois et règlements applicables.
- 5) Le comité est un comité du conseil et n'est pas ni n'est réputé être un mandataire des actionnaires du Fonds ou de la Société ni des porteurs de parts du Fonds à quelque fin que ce soit. Le conseil peut, à l'occasion, déroger aux modalités des présentes, prospectivement ou rétroactivement, et aucune disposition des présentes n'a pour but de donner lieu à une responsabilité civile envers les porteurs de titres de la Société ou du Fonds ou à quelque autre responsabilité que ce soit.